

APEFE



DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

RAPPORT ANNUEL
2016



RAPPORT ANNUEL 2016







Sommaire

4	Avant-propos
6	40 ans de solidarité
10	Résultats financiers
	PROGRAMMATIONS
12	Amérique latine
14	Bolivie
16	Haïti
18	Afrique centrale
20	Burundi
26	République démocratique du Congo
30	Rwanda
34	Afrique de l'Ouest
36	Bénin
40	Burkina Faso
46	Sénégal
48	Asie
52	Maghreb & Proche-Orient
54	Maroc
58	Palestine
	Belgique
60	Educaid.be
62	Stages en coopération
	Annexes
64	Organigramme
65	Instances décisionnelles / Membres des instances
67	Réseau APEFE / WBI
69	Partenariats
70	Collaborations
71	Coordonnées

Avant-propos



Les années passent et ne se ressemblent jamais. En 2016, l'APEFE entamait sa 41^e année. Créée en 1976, l'association s'est longtemps consacrée à l'envoi massif de jeunes enseignants à travers le monde, partout où les systèmes éducatifs souhaitaient s'adjoindre l'expertise mondialement reconnue de la jeune Communauté française de Belgique. Cet envoi couvrait l'ensemble de la planète, sans distinction d'hémisphères. Les premières missions ont été ouvertes en Mauritanie et en Louisiane. Dans l'hémisphère Sud, l'APEFE contribuait à une coopération qui a été qualifiée par la suite de substitution. Ce type de coopération était courant à l'époque dans la plupart des agences de développement en France, aux Etats-Unis et en Belgique.

En 15 ans, entre 1976 et 1991, la situation mondiale a profondément changé, de la substitution la coopération au développement a vu son organisation se structurer autour de projets aux stratégies mieux affinées. De nouvelles méthodes et de nouveaux processus ont vu leur importance croître. A l'APEFE, la coopération de substitution s'est progressivement effacée pour laisser la place à une coopération, sur projet d'abord et sur programme ensuite. Pendant cette période l'évolution de l'association n'a pas seulement été marquée par la diminution de son effectif de coopérants mais aussi par le renforcement de ses capacités en termes d'identification, de formulation, de suivi et d'évaluation de programme de développement. 40 ans d'histoire, 40 ans de progrès et un regard résolument tourné vers l'avenir, 2016 fût une année dense à plusieurs égards.

Elle a vu se clôturer deux cycles : celui de la programmation 2014-2016 mais aussi celui de 9 ans encadrés par une convention générale passée en 2008 avec l'État belge et qui a cessé ses effets au 31 décembre pour laisser la place aux dispositions de la loi de 2013 sur la coopération au développement. Elle a vu aussi la formulation d'une nouvelle

programmation sur 5 ans et dans un cadre méthodologique profondément modifié. Elle a vu, enfin, une réorientation géographique marquée par le retrait total ou partiel de deux pays : la Bolivie et le Vietnam, tous deux confirmant leur statut de pays à revenu intermédiaire.

Le rapport d'activités qui suit rend compte de l'année 2016 mais je souhaite ici, brièvement, revenir sur le cycle de 9 ans qui s'est clôturé avec elle et que je vais parcourir brièvement, d'ouest en est et du Nord au Sud.

En Bolivie, nous sommes fiers d'avoir relevé plusieurs défis : celui de la lutte contre la maladie de Chagas et plus spécifiquement sur les risques de transmission de la mère à l'enfant ; celui de l'éducation dont le Président Morales Chavez souhaitait qu'elle soit inclusive et prenne ses racines dans les nombreuses cultures indigènes du pays mais sans pour cela affaiblir le lien avec l'espagnol, langue commune à la plupart des pays du sous-continent. Enfin, au cours de ces trois dernières années, c'est le défi de l'inclusion sociale qui a pris le dessus avec un programme d'appui à l'amélioration de l'éducation alternative et productive.

En Haïti, le terrible tremblement de terre qui a malheureusement frappé ce pays en janvier 2010, a singulièrement compliqué les choses. Ce n'est qu'à partir de 2012 que nous sommes revenus à une situation presque normale. Nous avons alors ouvert une nouvelle voie en développant avec nos partenaires une forme originale de formation basée sur la mobilité des dispositifs, de formation professionnelle. Fin 2016, nos partenaires étaient équipés de deux dispositifs, l'un pour les formations en cuisine et pâtisserie, l'autre pour les métiers de l'esthétique.

Au Maroc, l'action concentrée en début de cycle sur la problématique de la réinsertion des détenus s'est orientée à partir de 2012

vers le développement de l'entrepreneuriat féminin. Fin 2016, le programme Min Ajliki est devenu une référence au Maroc et contribue à donner à de nombreuses femmes, les bases de leur émancipation économique.

En Palestine, nous avons, au cours de ces 9 années, développé un partenariat solide avec la Bethléem Arab Society for Rehabilitation dans deux secteurs d'activités, les soins de santé et l'appui à divers centres communautaires avec une attention particulière aux personnes les plus fragiles.

Au Sénégal, nous nous sommes concentrés sur la formation technique et professionnelle avec trois partenariats féconds : l'École Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (formation d'inspecteurs) ; l'École Nationale de Formation en Économie Familiale et Sociale (passage à l'Approche par Compétence) et le Centre National de Formation des Maîtres d'Enseignement Technique et Professionnel.

Au Burkina Faso, pays menacé s'il en est par les changements climatiques, nous avons concentré nos efforts sur la gestion de l'eau et sur l'environnement. Aujourd'hui, le Ministère Burkinabè de l'agriculture dispose de nouveaux outils pour une irrigation plus efficiente tenant compte des réserves aquifères. Avec l'appui de l'APEFE, le Ministère de l'environnement a mis en œuvre la stratégie nationale relative à l'initiative de la Grande muraille Verte au Sahel et au Sahara qui consiste à développer avec les populations, une bande fertile, barrage au désert mais aussi source de revenus.

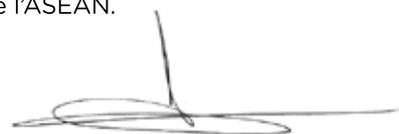
Au Bénin, l'APEFE a principalement œuvré dans le secteur de la santé. Fin 2016, les principaux résultats portent sur une augmentation en quantité et en qualité des soins de kinésithérapie, une amélioration de la réinsertion des personnes handicapées et un renforcement des capacités de formation du personnel soignant.

En RDC, l'attention a porté aussi sur l'insertion professionnelle des jeunes sortant de la formation professionnelle dans plusieurs domaines dont l'agriculture. L'association a aussi obtenu un financement de l'union européenne pour développer un projet de renforcement de la sécurité alimentaire sur l'axe allant de Kinshasa au lac Maï Ndombé.

Au Rwanda, nous accompagnons le gouvernement depuis plus de dix ans dans ses efforts de valorisation des ressources humaines nationales en contribuant à la mise en place d'un système de formation professionnelle adapté aux défis du développement durable. Au cours des deux programmes pluriannuels précédant, nous avons expérimenté un partenariat intéressant avec la CTB en appui au WDA (Work Force Development Agency).

Au Burundi, après un investissement de plus de 10 ans dans la formation technique et l'enseignement des métiers qui a notamment permis aux administrations concernées de s'approprier l'Approche par Compétences, l'APEFE se consacre depuis 2011 au développement des soins de kinésithérapie sur le modèle déjà éprouvé au Bénin.

Enfin, en Asie du Sud-Est, nous avons clôturé en décembre 2017 un programme régional touchant le Cambodge, le Laos et le Vietnam qui visait à l'amélioration des systèmes de pilotage de formation professionnelle en vue de renforcer l'employabilité des jeunes et l'adéquation formation emploi. Pendant sept ans, l'APEFE a travaillé de concert avec l'Organisation internationale de la Francophonie avec laquelle elle a développé un cadre politique et stratégique qui visait aussi l'instauration d'un dialogue permanent entre ces trois pays membres de l'ASEAN.



PASCALE DELCOMMINETTE
Administratrice générale

40 ANS DE SOLIDARITÉ



Fondée en 1976, l'APEFE est une association sans but lucratif qui entend contribuer aux objectifs fixés par la communauté internationale en matière de coopération au développement.

La « Déclaration de Paris » sur l'efficacité de l'aide et le Programme d'action d'Accra sont des références importantes pour la stratégie de l'APEFE qui s'inscrit dans le cadre de la loi sur la coopération au développement de l'Etat fédéral ainsi que dans celui de la politique internationale des gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie Bruxelles. Cette stratégie se décline pays par pays, en fonction des politiques nationales.

Capitalisant 40 années d'expertise en coopération au développement, l'APEFE a pu consolider une méthodologie adaptée aux réalités et défis de ses partenaires nationaux.

La Loi relative à la Coopération belge au développement, promulguée en 2014, a ouvert, au sein de l'APEFE une série de chantiers visant à répondre aux nouvelles normes de subvention. C'est ainsi qu'ont été identifiées des pistes d'évolution potentielle et énoncée une nouvelle stratégie générale afin qu'à l'horizon 2026, la réduction des inégalités et le bien-être des populations du sud aient pu enregistrer des progrès essentiels et durables.

VISION

L'APEFE œuvre pour un monde sans inégalités, offrant à tous des services sociaux de base de qualité dans un environnement préservé en vue d'assurer un développement humain durable, équitable et inclusif. Un monde qui accorde une attention particulière

aux jeunes et aux femmes et dans lequel l'éducation, la santé, la préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques constituent des points d'attention prioritaires. Un monde dans lequel les droits de chacun, notamment en termes de travail décent, seraient garantis.

MISSION

Dans ce cadre, l'APEFE :

- ▶ Coopère à l'étude, l'organisation, le développement et la mise en œuvre de tout dispositif de renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles des institutions, publiques ou non, chargées du développement dans les pays du Sud.
- ▶ Promeut, organise, coordonne toutes les formes de transfert de connaissances entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie et les pays partenaires du Sud ;
- ▶ Coordonne et encourage les initiatives des organismes qui poursuivent les mêmes objectifs dans une perspective de cohérence des actions en faveur du développement.

SECTEURS D'INTERVENTION

Partie prenante du partenariat mondial pour l'efficacité de l'aide, l'APEFE soutient et facilite le renforcement de capacités et les changements initiés par ses partenaires dans les domaines de :

- ▶ L'éducation et la formation technique et professionnelle comme outils d'inclusion sociale ;
- ▶ La santé et les services sociaux, à travers la formation de ressources humaines ;





**DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**

- ▶ La protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques pour l'adaptation des populations en y incluant la promotion et le développement des technologies vertes ;
- ▶ Le développement humain et l'économie inclusive en soutenant les filières économiques et commerciales - y compris agricoles, agroalimentaires et culturelles - pour l'émergence locale d'un tissu de PME et le développement des capacités entrepreneuriales des femmes ;
- ▶ L'agriculture avec un accent sur les aspects liés à l'économie sociale et au renforcement des capacités de gestion des groupes paysans ;

THÈMES TRANSVERSAUX

L'intégration des thèmes transversaux au sein des programmes de développement garantit l'impact des programmes novateurs liés à la gestion durable des ressources naturelles, à la promotion de l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, à l'économie sociale, au droit des enfants et à la bonne gouvernance.

En s'assurant de l'emploi d'indicateurs adaptés et ce tout au long de la mise en œuvre et du suivi des thématiques dans des activités quotidiennes menées sur le terrain, l'APEFE soutient l'ensemble des acteurs impliqués dans la prise en compte effective de ces dimensions.

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre des principes pour l'efficacité de l'aide et de la nouvelle loi sur la coopération belge, l'APEFE met tout en œuvre pour renforcer dans

ses programmes les enjeux suivants : l'appropriation démocratique par les partenaires, l'alignement sur leurs politiques, les procédures et systèmes de gestion, la coopération avec les autres acteurs internationaux du développement, la gestion axée sur les résultats, la responsabilisation mutuelle, l'amélioration de la prévisibilité des ressources.

C'est la raison pour laquelle l'APEFE se concentre sur un nombre limité de pays, de thèmes et de secteurs. Placé au centre du processus d'autonomisation, l'appui au renforcement des capacités vise à améliorer l'opérationnalité, la performance technique, l'autonomie et l'indépendance du partenaire.

PRIORITÉS GÉOGRAPHIQUES

Les priorités géographiques de l'APEFE sont définies en tenant compte des orientations de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la note d'orientation politique du Ministre fédéral de la Coopération belge au développement et de l'Indice de Développement humain du pays. Les synergies avec la Belgique fédérale, la Francophonie multilatérale, l'Union européenne sont également prises en compte.



En 2016, l'APEFE était active dans 10 pays et 1 région : le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, le Burundi, Haïti, le Maroc, la Palestine, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal ainsi que le Cambodge, le Laos, le Vietnam rassemblés dans une région d'intervention.

LA VISION GLOBALE

AMÉRIQUE LATINE

- ➔ 1. **Bolivie** (1997-2016)
- 2. **Chili** (1994-2003)
- 3. **Colombie** (1989)
- ➔ 4. **Haïti** (1997-2005) (2012-2016)
- 5. **Honduras** (1988-1989)
- 6. **Nicaragua** (1995-1999)

AFRIQUE CENTRALE

- ➔ 7. **Burundi** (1979-1995) (2001-2016)
- 8. **Cameroun** (1986-1991)
- 9. **Gabon** (1983-1997)
- ➔ 10. **République démocratique du Congo** (1988-1989) (1999-2016)
- 11. **République du Congo** (2001-2007)
- ➔ 12. **Rwanda** (1987-1993) (1996-2016)

AFRIQUE DE L'OUEST

- ➔ 13. **Bénin** (1992-2016)
- ➔ 14. **Burkina Faso** (1978-1982) (1995-2016)
- 15. **Côte d'Ivoire** (1979-1990)
- 16. **Niger** (1992)
- 17. **Nigéria** (1989-1992)
- ➔ 18. **Sénégal** (1983-2016)
- 19. **Togo** (1987-1990) (2004-2006)

ASIE

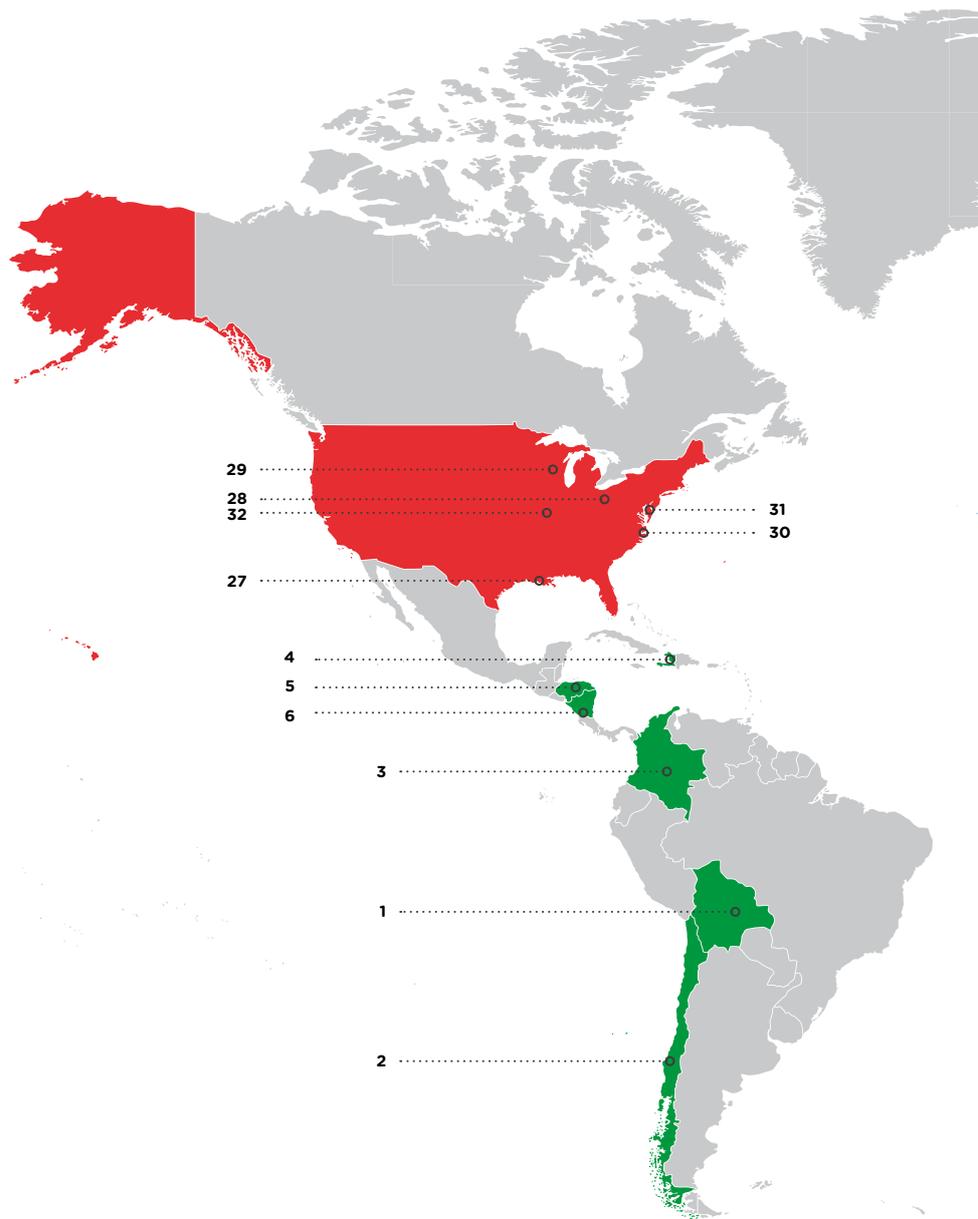
- 20. **Bengladesh** (1985-1987)
- ➔ 21. **Cambodge** (1994-1997) (2007-2009) (2012-2016)
- 22. **Chine** (1985-1993)
- 23. **Hong-Kong (1986)**
- ➔ 24. **Laos** (2002-2008) (2011-2016)
- 25. **Pakistan** (1985-1989)
- ➔ 26. **Vietnam** (1994-2016)

ÉTATS-UNIS

- 27. **Louisiane** (1977-1992)
- 28. **Ohio** (1983 - 1991)
- 29. **Wisconsin** (1984-1989)
- 30. **Caroline du Nord** (1987-1991)
- 31. **Maryland** (1987-1989)
- 32. **Missouri** (1987-1992)

MAGHREB & PROCHE-ORIENT

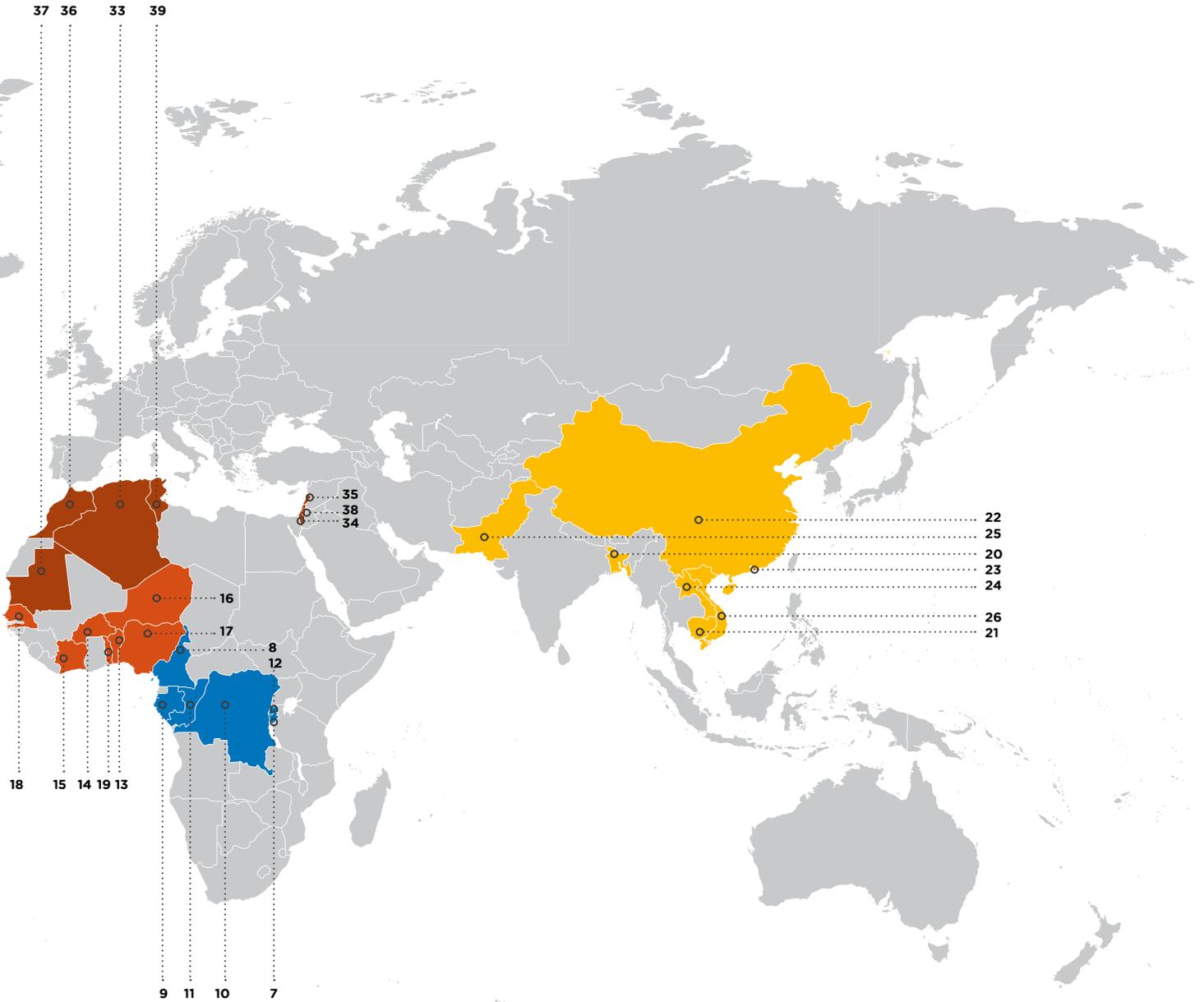
- 33. **Algérie** (1982-1983) (2006-2009)
- 34. **Israël** (1993-2005)
- 35. **Liban** (1999-2002)
- ➔ 36. **Maroc** (1977-2016)
- 37. **Mauritanie** (1977-1981) (2012-2014)
- ➔ 38. **Palestine** (1995-2007) (2010-2016)
- 39. **Tunisie** (1992-2004)





ANS

DE PRÉSENCE
DANS LE MONDE



RÉSULTATS FINANCIERS

L'APEFE est financée à hauteur de 90% par l'Etat fédéral belge sur base d'une programmation trisannuelle, approuvée par le Ministre en charge de la coopération au développement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, représentées au travers de Wallonie-Bruxelles International (WBI), pourvoient à 9% du budget des activités, par le biais de subventions. L'APEFE met en outre son expertise à disposition de tiers, dans le cadre de conventions spécifiques, représentant en 2016, un peu plus de 1% de ses revenus.

En 2016, l'APEFE totalise un produit d'exploitation global de 13,577 M euros, soit 34 % de plus qu'en 2015. Cette augmentation du taux d'exécution financière résulte du caractère pluriannuel du financement de l'Etat fédéral belge.

Ces fonds, l'APEFE les gère en toute transparence. Les comptes annuels sont validés par le Conseil d'Administration, et présentés pour approbation à l'Assemblée générale. Ils sont vérifiés par un réviseur d'entreprise nommé par l'Assemblée générale, pour un mandat de trois ans. La DGD effectue, en outre, des contrôles réguliers. Pour 2016, le rapport du réviseur est sans réserve.

Conformément à la loi, l'APEFE dépose ses comptes chaque année auprès de la Banque Nationale de Belgique.

35%

du budget 2016 de l'APEFE
pour les programmes réalisés dans la région des Grands Lacs en Afrique.

1.235

prestataires locaux
- exprimés en hommes par mois - sont intervenus dans le cadre des activités financées par l'APEFE durant l'année 2016.



La parité homme / femme du personnel APEFE

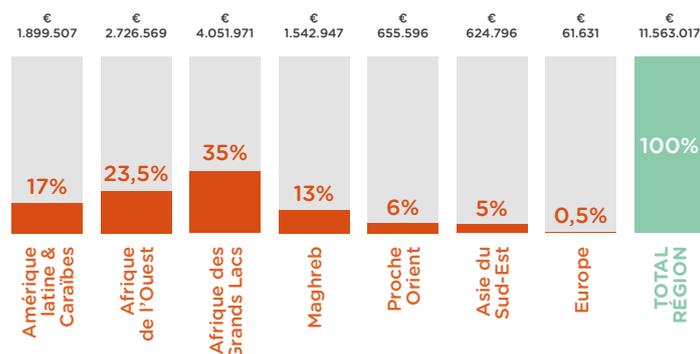
- employé au siège et expatrié
- est de 55% d'hommes pour 45% de femmes sur un total de 37.5 équivalents temps pleins.



L'année 2016 se caractérise par une montée en puissance des dépenses opérationnelles totalisant **13.617.327 euros**, soit **34% de plus qu'en 2015**.

DÉPENSES PAR RÉGION 2016

Présente dans plus de 11 pays, l'APEFE exécute la majeure partie de ses activités en Afrique, que ce soit dans l'Afrique des Grands Lacs, au Burundi, Rwanda et RD Congo ou en Afrique de l'Ouest, au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal.



À LA LOUPE

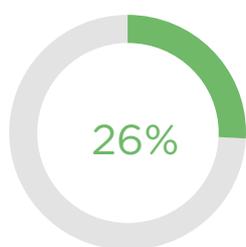


Cette année finale du programme trisannuel 2014-2016 présente une majorité de dépenses opérationnelles en ressources humaines dont la plupart sont recrutées localement. Effectuées sur le terrain, ces dépenses témoignent d'une approche axée sur l'humain, replacé au centre du développement durable, notamment à travers le renforcement des capacités locales. Dans la même dynamique, les frais de fonctionnement sont notamment liés à l'organisation des ateliers et séminaires thématiques. Envisagées dans une perspective participative, ces dépenses attestent globalement d'une bonne gestion locale et de la mise en œuvre normale des activités.

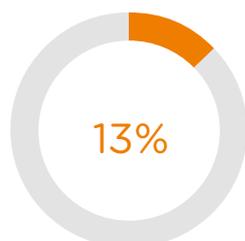
Orientée sur le long terme, la rubrique «investissements» concerne tous les frais liés aux dépenses matérielles durables, comme les équipements pédagogiques, le mobilier et les bâtiments construits dans le cadre des programmes. En 2016, ces frais concernaient notamment l'acquisition d'un camion et d'un box pédagogique équipé pour la formation mobile en Haïti, l'équipement des services de kinésithérapie des hôpitaux de Ruyigi et de Bubanza au Burundi, et la construction de l'extension de l'ESK de Cotonou destinée à accueillir les élèves du nouveau Master en kinésithérapie.

Les dépenses opérationnelles concernent les frais liés à l'exécution des programmes dans les pays partenaires.

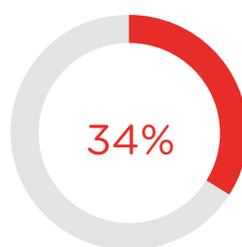
Elles sont encodées sur place dans l'une de ces cinq catégories ci-dessous selon le type de dépenses effectuées dans le cadre des activités programmées en 2016.



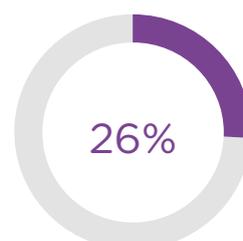
Personnel local



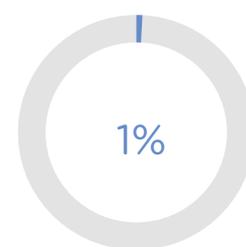
Personnel expatrié



Fonctionnement

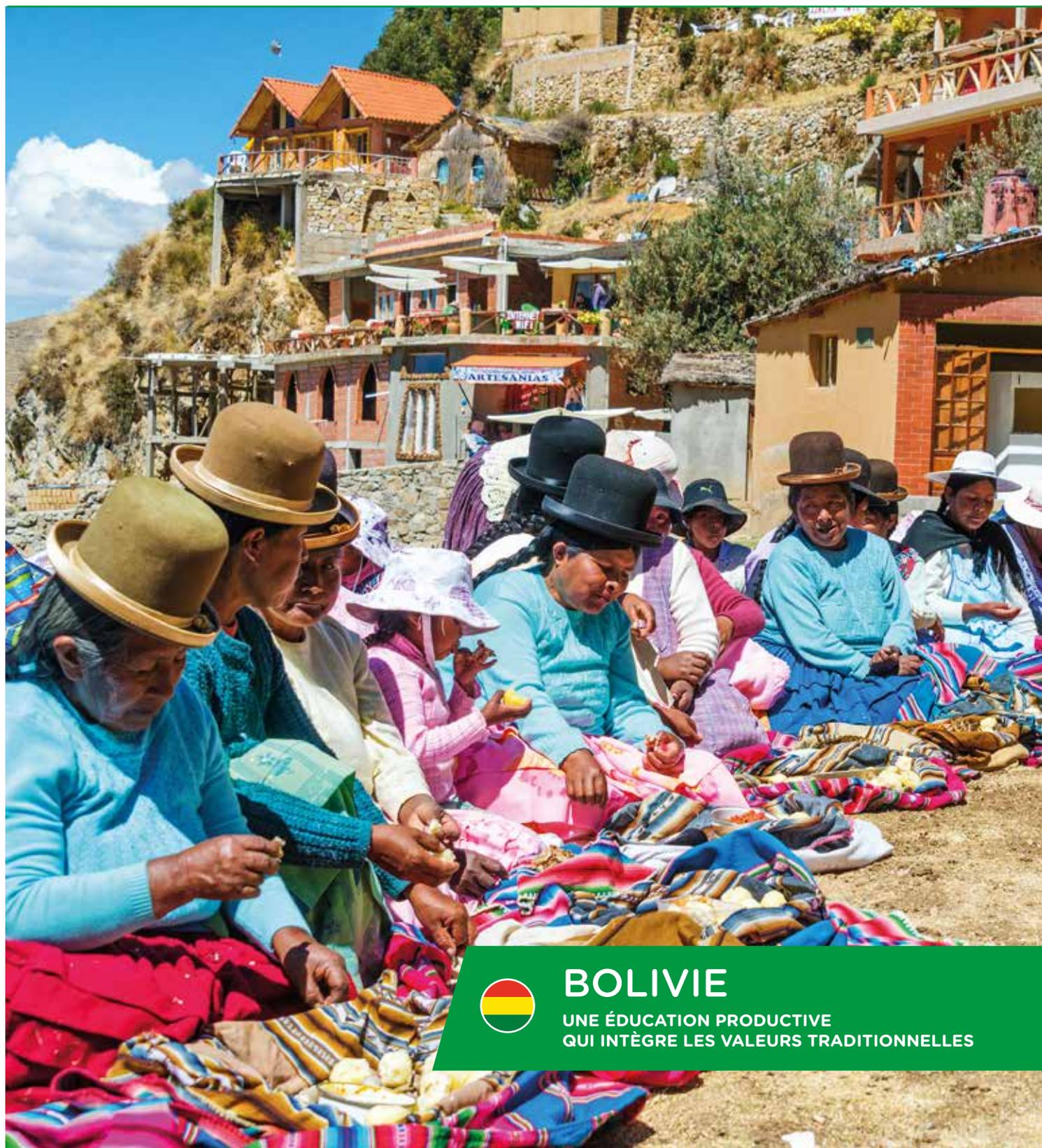


Investissements



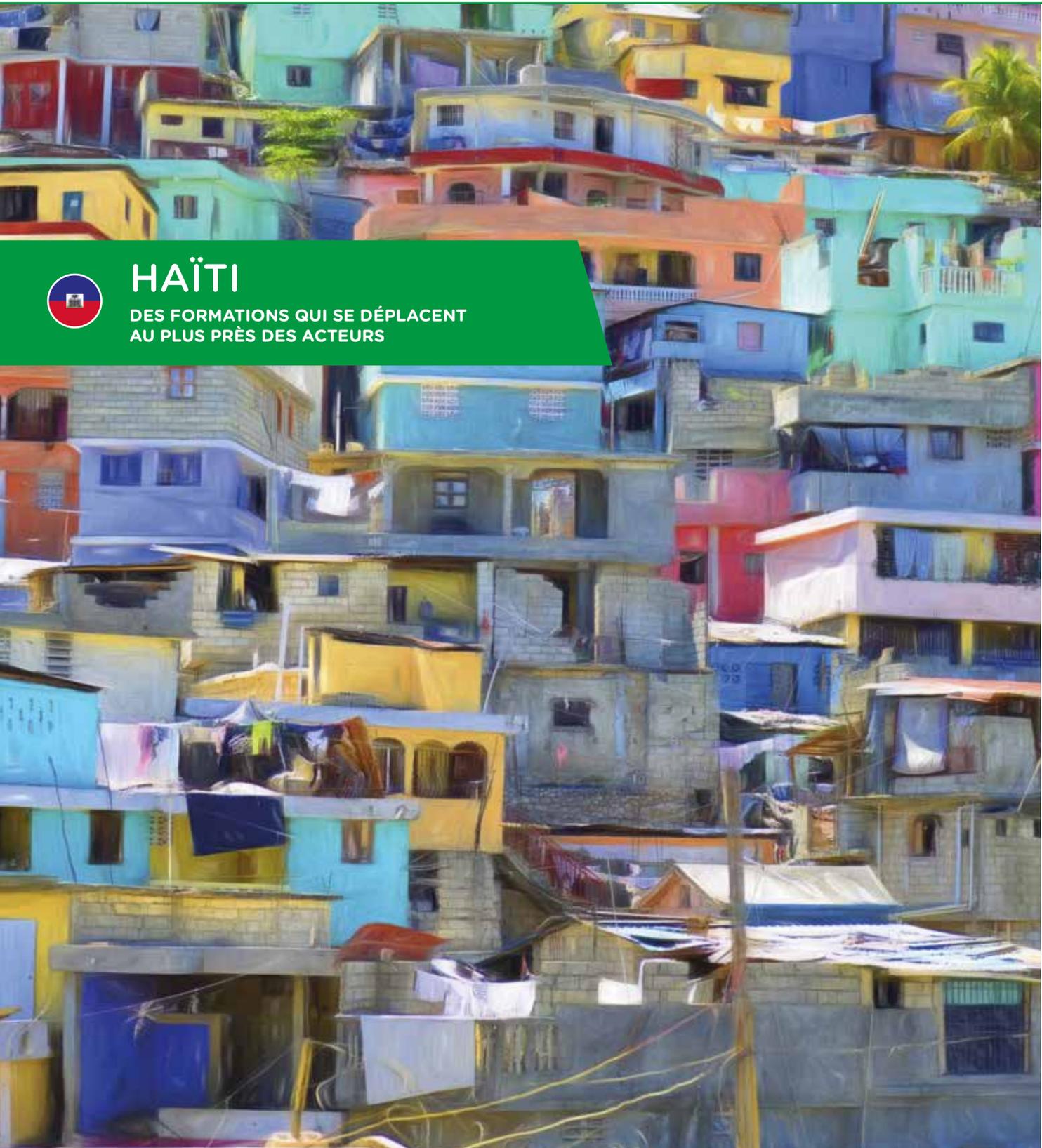
Formation / Bourses

AMÉRIQUE LATINE



BOLIVIE

UNE ÉDUCATION PRODUCTIVE
QUI INTÈGRE LES VALEURS TRADITIONNELLES



HAÏTI

DES FORMATIONS QUI SE DÉPLACENT
AU PLUS PRÈS DES ACTEURS



BOLIVIE

UNE ÉDUCATION PRODUCTIVE QUI INTÈGRE LES VALEURS TRADITIONNELLES



Loi d'éducation Avelino Sinani - Elizardo Perez

L'éducation est productive et territoriale, orientée vers la production intellectuelle et matérielle, vers le travail de création et de la relation harmonieuse des systèmes de vie et des communautés humaines sur la mère terre, afin de renforcer la gestion territoriale des Nations et peuples autochtones et paysans, les communautés interculturelles et afro-boliviennes

Pour le gouvernement bolivien, l'éducation doit obligatoirement s'ancrer dans les cultures locales et susciter la participation des populations. La prise en compte et la reconnaissance des réalités locales des communautés constitue le socle sur lequel doivent s'expérimenter et s'organiser les programmes d'éducation.

La politique d'Éducation alternative et productive se veut accessible aux jeunes et adultes de plus de 15 ans, évoluant en dehors du système d'éducation formelle. À travers les formations dispensées par les centres d'apprentissage et d'éducation alternative, elle entend lutter contre les inégalités sociales par une éducation dite « inclusive ».

UNE POLITIQUE EN PHASE AVEC LES POPULATIONS LOCALES

Pour rencontrer le double défi d'une production agricole améliorée capable de nourrir la population et celui de la préservation active de l'héritage culturel, le gouvernement a privilégié le concept d' « éducation productive » selon lequel tout projet d'éducation doit prendre en compte la relation pratique entre éducation, production et territoire.

10,5
millions

D'HABITANTS

66,3 %

VIVENT
EN ZONES
URBAINES65%
de la
populationLES
AUTOCHTONES
REPRÉSENTENT

L'APEFE a apporté son appui au Ministère de l'éducation afin que des jeunes et adultes de plus de 15 ans, évoluant en dehors du système d'éducation formelle, puissent avoir accès aux programmes et participer à la lutte contre les inégalités sociales. Dans le contexte de crise, les autorités souhaitaient atteindre les peuples indigènes et les classes populaires, privilégiant l'auto emploi et la micro entreprise. Des formations via l'éducation alternative productive ont été mises en place et les compétences des producteurs ont été renforcées. Le programme a été implanté dans deux régions (El Alto- La Paz et Chaco-Santa Cruz) via des programmes pilote mis en place en concertation avec les autorités locales et nationales. La spécificité des contextes socio-culturels et géographiques a été prise en compte pour organiser la formation des enseignants et des producteurs.

RÉSULTATS

Les producteurs de deux régions (El Alto- La Paz et Chaco-Santa Cruz) ont été formés et organisés en réseaux pour améliorer leur production. Ils disposent de nouvelles capacités entrepreneuriales.

Deux réseaux éducatifs et productifs ont été constitués et des unités productives en pisciculture, production de maïs, pommes de terre, textile, apiculture, travail du métal et production laitière ont été mises en place. 250 enseignants en éducation alternative productive ont été formés et ont obtenu le diplôme de technicien moyen, spécialisé dans un des 7 secteurs.

1400 petits producteurs ruraux ont été sélectionnés et reçu une formation de 698 heures pour l'obtention d'un diplôme de technicien de base, spécialisé dans un des 7 secteurs.

13 unités productives ont été créées et renforcées pour les 7 secteurs.

Les autorités boliviennes ont souhaité transformer ce projet en programme permanent d'éducation, accessible à tout le pays et géré par les autorités nationales.

Les programmes d'études ont été revus, améliorés et adaptés aux besoins et potentiels de chaque région.

Les enseignants de deux régions ont été certifiés par l'UNEFCE (unité de formation continue) sur des thématiques relevant de l'éducation productive, de l'enseignement technique et du territoire.



99% des jeunes de 15 à 24 ans sont alphabétisés (2009)



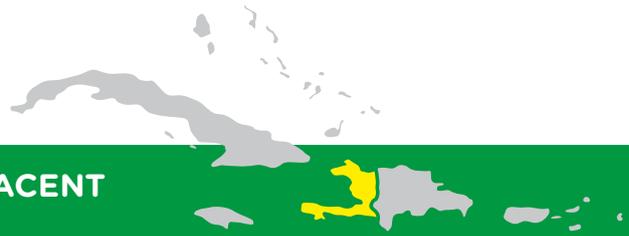
Dépenses publiques pour l'éducation : 6,3% du PIB (2006)



Taux de scolarisation en primaire : 88% et 68% pour le secondaire.



HAÏTI



DES FORMATIONS QUI SE DEPLACENT AU PLUS PRES DES ACTEURS



60% des Haïtiens ont moins de 24 ans 71% de la population vit dans la pauvreté et 50% vit dans l'extrême pauvreté. Dans ces circonstances, les migrations vers les villes deviennent inévitables et accentuent encore une urbanisation galopante et sauvage. Les catastrophes naturelles, ayant détruit les infrastructures de formation et d'apprentissage, ne permettent pas à tous les habitants d'avoir un emploi et / une formation adaptée. Les jeunes souffrent le plus de cette situation qui handicape fortement leur insertion socio-économique.

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le gouvernement a énoncé sa vision à long terme : il veut construire une société où l'ensemble des besoins de base de la population seront satisfaits quantitativement et qualitativement ; il promeut une société apprenante dans laquelle l'accès universel à l'éducation de base et la maîtrise des qualifications se renforce.

Le secteur de la formation professionnelle manquait de moyens financiers et humains ; les formations n'étaient pas toujours adaptées au marché du travail et la coordination entre bailleurs devait être améliorée.

C'est dans ce cadre que l'Apefe a mis en œuvre plusieurs programmes de coopération dans divers secteurs tels que l'éducation, la formation professionnelle, l'environnement et les ressources naturelles, les énergies renouvelables, la biotechnologie, la culture. Très vite, l'accent a été mis sur la formation de base et professionnelle des jeunes, la formation des formateurs et une attention particulière à apporter à la formation des filles et des femmes.



60%

DES HAÏTIENS
ONT MOINS
DE 24 ANS

71%

DE LA
POPULATION
VIT DANS LA
PAUVRETÉ

50%

VIT DANS
L'EXTRÊME
PAUVRETÉ

La **formation mobile** a permis aux jeunes de ne plus quitter les régions éloignées et pauvres dont ils sont issus. Cette formation rejoignait ses bénéficiaires là où ils vivent et où ils peuvent développer une activité économique, proche du marché de l'emploi.

Ce programme comprend 400 heures de formation initiale, 40 heures d'entreprenariat et de sensibilisation, un volet santé VIH et 8 heures de recherche dynamique d'emploi.

L'accès à la formation professionnelle des jeunes a été facilité par la mise sur pied d'un système de bourses d'études.

Fin 2016, au moins 924 finissants ont reçu un accompagnement d'un centre de formation pour leur recherche d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle.

Un système de bourses a permis d'optimiser l'accompagnement des jeunes les plus fragiles dans leur recherche ou leur création d'emploi. Chaque année, 62 jeunes filles ont bénéficié d'une bourse de 300 euros. Cette somme, en Belgique, peut paraître dérisoire mais en Haïti, où le revenu par capita avoisine les 846 US, elle représente un coup de pouce significatif.

D'autre part, l'APEFE a collaboré avec l'ONG GEOMOUN très active dans le secteur de la formation professionnelle pour jeunes défavorisés et l'ONG Dynamo International spécialisée dans le travail de rue et de réinsertion des enfants abandonnés.



250 jeunes ont reçu un accompagnement pour la recherche d'emploi ou la création d'entreprise



Plus de 100 jeunes ont démarré une activité génératrice de revenus, dans les 3 mois suivant la formation



300 jeunes de localités reculées ont bénéficié de sessions de formation mobile en maçonnerie, gros œuvre, réparation de motocyclettes, techniques agricoles ; ils ont reçu une attestation d'aptitude professionnelle.

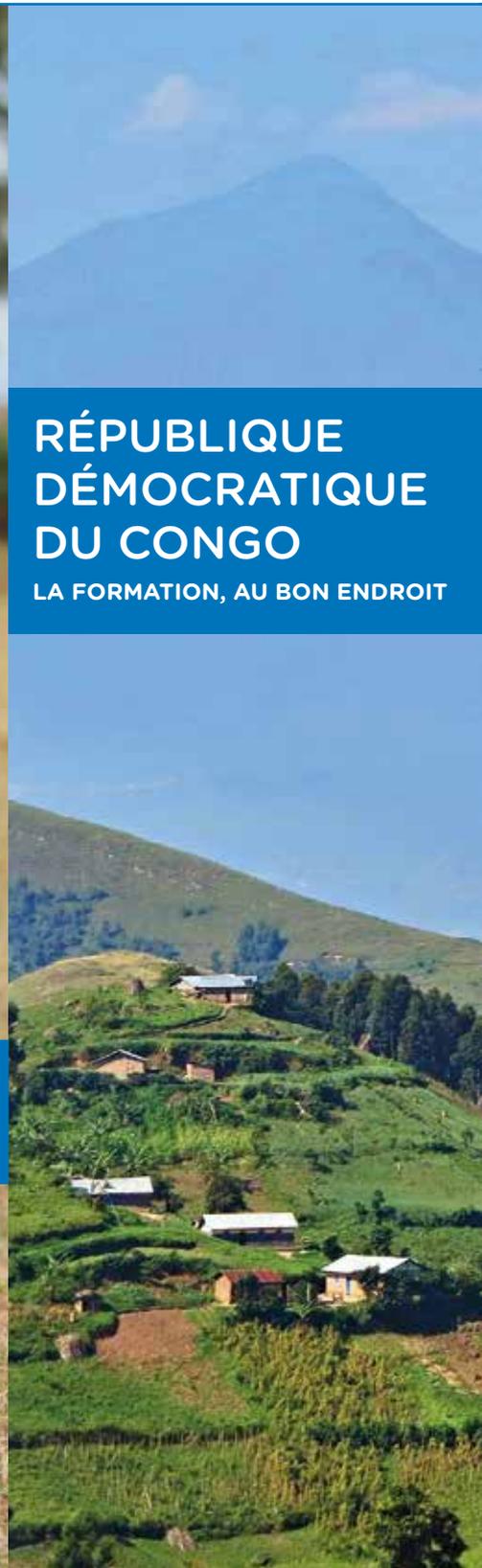


AFRIQUE CENTRALE



BURUNDI

LA FORMATION DES DÉMULTIPLICATEURS



**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

LA FORMATION, AU BON ENDROIT



RWANDA

LA FORMATION PAR L'EXEMPLE



BURUNDI



LA FORMATION DES DÉMULTIPLICATEURS



EDUCATION : PROGRAMME D'APPUI À L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS.

Le pays a connu une situation politique difficile ; l'APEFE, ainsi que d'autres acteurs internationaux, a été amenée à réorienter son travail de coopération.

L'APEFE a réduit ses activités en se concentrant davantage sur la consolidation des résultats en cours d'acquisition, c'est à dire le renforcement du personnel de formation. Les établissements scolaires ont donc été en première ligne. En recentrant ses activités vers les bénéficiaires directs, l'APEFE a privilégié une approche « bottom - up », c'est-à-dire le travail à la base.

L'APEFE est au Burundi depuis 2002 et soutenait le développement de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle dans

deux secteurs : l'appui à l'enseignement des métiers et la formation professionnelle. La DGAETEMFP (Direction Générale de l'Administration de l'Enseignement Technique, l'enseignement des métiers et la formation professionnelle) a été renforcée, en particulier dans 12 établissements.

Dans un pays où les jeunes de moins de 15 ans représentent 48% de la population et où le budget de la formation ne dépasse pas 2 % du budget de l'éducation, l'Etat était forcément interpellé devant l'urgence et l'ampleur de la tâche, en ce qui concerne l'éducation, la formation et la formation des maîtres. Pour accueillir ces étudiants, il fallait nécessairement des enseignants formés et des locaux adaptés.

2006 : 1^{er} cadre stratégique national de croissance et de lutte contre la pauvreté

« **BURUNDI 2025** » : pour un développement durable: croissance du PIB et réduction de moitié de la pauvreté.

2012 : « Réduire la pauvreté par la croissance et l'emploi ».

48% de la population jeunes a moins de 15 ans.

HABITANTS
(en 2017)

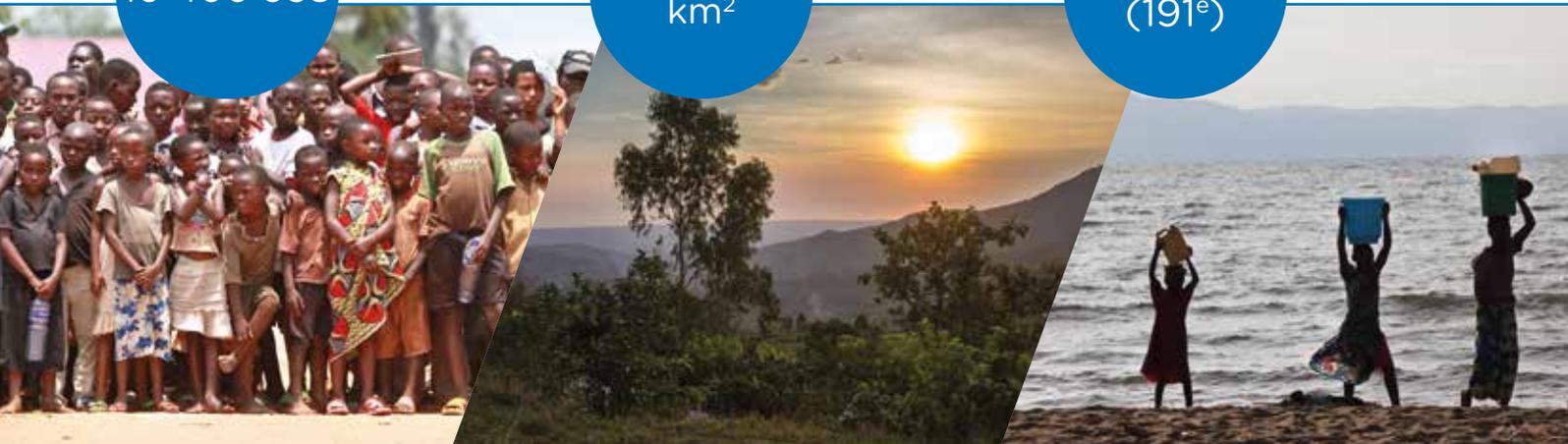
10 400 938

SUPERFICIE

27 834
km²

IDH
Indice de
développement
humain (en 2015)

0,404
(191^e)



La direction générale a été appuyée dans sa volonté de renforcer les capacités de pilotage en gestion administrative ; elle a pu organiser 10 formations techniques et 10 formations pédagogiques à l'intention des enseignants et formateurs. Au départ, la compétence des formateurs des centres de formation était faible : on ne comptait que 30% d'enseignants compétents dans l'enseignement technique et à peine 5% dans l'enseignement des métiers.

Douze établissements de formation ont reçu des outils de gestion administrative et financière. Ils disposent des équipements et outils indispensables pour un enseignement de qualité. Chacun de ces 12 établissements peut, chaque année, définir son plan d'action car les responsables de ces institutions ont été formés à l'élaboration de ces plans d'action.

Chaque année, au moins 10 formations techniques et dix formations de pédagogie pratique pour enseignants et formateurs ont été organisées. Mentionnons aussi que 5 formations techniques de formateurs ont eu lieu dans les domaines de l'électricité, des techniques vétérinaires, d'agriculture mécanisée, de l'informatique, de l'hôtellerie et de la restauration.

Dans les 12 établissements, les infrastructures sont réhabilitées et dans au moins 6 d'entre eux, une unité d'appui pédagogique est opérationnelle. Dans le même temps, on a réhabilité de petites infrastructures d'apprentissage situées dans 12 établissements, équipés en matériel et intrants didactiques.

Six formations techniques ont eu lieu en menuiserie, soudure, maçonnerie, couture, électricité, maintenance informatique.

En primaire : 1.849.861 élèves soit un taux de scolarité brut de 134 % .

En primaire : une moyenne de 80 élèves par classe.

Au secondaire général et pédagogique : 322.112 étudiants

Au secondaire technique et professionnel : 14. 465 étudiants

Enseignement des métiers : 5.036 étudiants

Les financements extérieurs représentent 52 % du budget de l'Etat en 2011



Pour l'enseignement des métiers et la formation professionnelle, une équipe de conseillers pédagogiques utilise le guide d'élaboration des curricula, élaboré par l'Organisation Internationale de la Francophonie. L'APEFE a approuvé la production et la distribution dans les établissements techniques, des documents produits à partir de ce guide.

Fin 2016, 5 UAP ont été créées (Buzanza, Bwoga, Gisuru, Kininya, Kinama) et ont reçu des équipements dans les filières de la soudure, de la menuiserie et de la couture ; ces unités étaient opérationnelles et contri-

buèrent à l'équilibre financier des établissements de formation.

Un atelier d'évaluation, organisé en fin d'année avait révélé la volonté de tous les acteurs (institutionnels, société civile, secteur privé, gouvernement) de créer un centre permanent de formation continue des formateurs pour l'éducation technique et professionnelle qui serait un catalyseur du changement et du développement enregistré en ces matières. L'idée a été lancée, n'a pu être concrétisée mais restait dans les préoccupations de tous ces acteurs



SANTÉ : L'ACCÈS AUX SOINS DE KINÉSITHÉRAPIE ET DE RÉADAPTATION MÉDICALE

Une histoire, un contexte

Le programme « Développement de la Médecine Physique et de Réadaptation » (MPR) - au Bénin, au Burundi et au Burkina Faso a suivi la même stratégie dans les 3 pays d'intervention, avec l'appui de la Belgique.

Quatre étapes sont prévues :

- ▶ Former un noyau de départ avec des ressources humaines de qualité (médecins MPR et kinésithérapeutes)
- ▶ Créer un centre national de référence dans un hôpital universitaire du pays, avec l'aide de ce « noyau »



- ▶ Une fois ce centre opérationnel, le savoir-faire qui y est développé permet de créer une école de kinésithérapie dans une institution universitaire du pays, dont le centre de référence deviendrait le lieu de stage principal.
- ▶ La formation de kinésithérapeutes de qualité dans cette école permet le développement d'un réseau de services de réadaptation à travers le pays.

Le Bénin a entamé ce programme depuis 1991 et a franchi ces 4 étapes. Le Burundi a entamé son parcours en 2011 et est arrivé à la seconde étape. La création de l'école est prévue pour 2017-2018.

Le dernier plan national de développement sanitaire a défini, pour la première fois, un volet « réadaptation » à l'agenda du Ministère de la santé. On allait contribuer à la réduction

de la morbi-mortalité des maladies transmissibles, à la réduction de la mortalité maternelle et néo natale et celle des enfants de moins de 5 ans. De nombreux patients souffraient des séquelles de traumatismes de la route, d'hémiplégie sur AVC, d'infirmité motrice cérébrale, de rhumatismes ainsi que d'affections respiratoires.

L'APEFE au Burundi... une déjà longue histoire de coopération et de soutien

Dès 2007, certaines organisations avaient organisé une séquence de formation de ressources humaines dans le secteur du handicap mais il était vite devenu évident qu'il fallait inscrire cette préoccupation dans le long terme et que, pour ce faire, le gouvernement devait être partie prenante. C'est ainsi que, dès 2010,

On estime à 350.000 le nombre de personnes souffrant de handicaps divers ; plus de la moitié sont des handicapés physiques qui nécessitent de la kinésithérapie ou de l'appareillage ; les autres sont atteints d'incapacités, telles les séquelles de traumatisme de la route. Ce sont donc 350 000 personnes qui ont besoin de soins de réadaptation au Burundi.



L'APEFE avait été approchée par le ministère de la santé pour un appui technique et financier. L'APEFE a aidé à établir un état des lieux et, en concertation avec les autorités nationales, a pu identifier des instances gouvernementales ou non qui pourraient coopérer dans ce secteur nouvellement pris officiellement en charge.

A la fin 2016, on a pu constater que la réadaptation faisait désormais partie du programme régulier du ministère de la santé. Un noyau de ressources humaines de haute qualité sur lequel on peut s'appuyer pour la construction d'un programme national a été constitué et est au travail. Le renforcement organisationnel de structures de soins était acquis : 17 kinésithérapeutes et un médecin spécialiste de la réadaptation étaient en place.

Des résultats prometteurs, malgré le contexte difficile

En 2016, au moins 100 patients étaient pris en charge quotidiennement et 150 autres patients l'étaient dans 5 centres participant également au programme. Deux centres de kinésithérapie avaient acquis le statut de centre de référence.

Par la suite et afin de s'assurer de la durabilité de ces initiatives, des bourses de formation pour des maîtrises en kinésithérapie avaient été attribuées par Wallonie Bruxelles International ainsi qu'une bourse de 2 ans pour la médecine de réadaptation.

La préoccupation relative à la durabilité du projet avait trouvé une réponse essentielle dans la création d'une école supérieure pour la partie francophone des grands Lacs.

Ce projet est exemplaire car il s'est construit sur et par un partenariat sud-sud, nord-sud, privé-public.

Depuis 2007, le COPED (ONG : Conseil pour l'Education et le Développement) s'impliquait dans des activités en faveur de la réadaptation des personnes handicapées. A la recherche de partenariats, le COPED avait signé une déclaration d'intention de collaboration avec l'UCL, l'Université du Burundi, l'Université d'Abomey-Calavi du Bénin et l'Institut national de santé publique du Burundi. Cette déclaration portait sur la formation de ressources humaines en vue de créer un centre de référence en kinésithérapie et, plus tard, d'un institut de formation en kinésithérapie.



Par la suite, le COPED avait mis en œuvre un programme de réadaptation médicale, exécuté en partenariat avec l'APEFE. Il avait également appuyé la sélection et l'envoi de 12 boursiers kinésithérapeutes à l'école supérieure de kinésithérapie de Cotonou (avec l'appui de l'UCL et de la CTB)

Deux centres de référence

Un premier centre de référence pour lequel étaient recrutés des kinésithérapeutes de retour du Bénin, ainsi que le médecin spécialiste en Médecine Physique et de Réadaptation s'installait à la mairie de Bujumbura. Il appuyait également la gestion du centre d'appareillage et de réadaptation Sr Bernard de Makamba. Le centre de MAKAMBA allait devenir le premier centre de référence pour le sud du pays.

Le centre de rééducation de l'hôpital MIVO, créé avec l'appui d'une kinésithérapeute formée au Bénin, avait développé ses activités de soins. Il était devenu le centre régional pour le nord, spécialement pour le traitement du pied bot congénital.

Un autre outil essentiel avait été mis en place : le centre national de référence en kinésithérapie et réadaptation ; il était un élément essentiel pour le développement de programmes d'appui à la kinésithérapie et la réadaptation médicale. Il est le résultat d'une collaboration entre l'APEFE et le ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida, en synergie avec la Coopération Technique belge et l'UCL.

Le Centre national de référence en kinésithérapie et réadaptation médicale avait apporté son assistance à 250.000 burundais, soit 4% de la population burundaise. Selon certaines prévisions, un institut universitaire de kinésithérapie et de réadaptation devrait être opérationnel en 2017

4 centres et services de réadaptation possèdent les équipements nécessaires à leur mission : CBRKR de Bujumbura, l'hôpital Mivo de Ngozi, l'hôpital Rema de Ruyigi, l'hôpital de district sanitaire de Bubanza.

“

En plus de Jean-Claude, un autre médecin exerce déjà au Burundi. A deux, c'est déjà pas mal pour commencer. Plus les douze kinés formés au Bénin. Quand l'école va être prête, le CNRKR aura déjà commencé à fonctionner. Je pense que cela va bien se passer. Pour autant que cela soit bien géré sur place. Car tout le défi d'un projet comme celui-là, c'est qu'il y ait une continuité dans la gestion. Avec l'ONG COPED, et l'appui de l'APEFE, je pense que c'est une garantie de pérennité. Je leur souhaite de tout cœur en tout cas, ils le méritent. Et ils disposent d'un très bon outil. L'APEFE a fait du beau boulot. Si le contexte politique s'améliore, l'école burundaise pourra voir le jour et on pourra engager une collaboration sud-sud. Mais pour le moment, tous les budgets qui avaient été prévus pour la construction de l'école sont suspendus et réattribués à d'autres pays. C'est vraiment triste pour les acteurs locaux. L'UCL finance des bourses et Wallonie-Bruxelles International finance d'autres bourses. C'est vraiment un partenariat entre l'APEFE, l'UCL et Wallonie-Bruxelles International.

”

Professeur Jean-Louis Thonnard

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



LA FORMATION, AU BON ENDROIT



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET REVENUS : L'IMPACT DE LA FORMATION

Former des producteurs, c'est relancer l'économie de tout un territoire.

La formation de producteurs est un exemple de l'impact d'une coopération fondée sur les ressources et expériences des habitants. S'il y a toujours eu des agriculteurs et des éleveurs, force est de constater qu'une approche et une gestion plus rationnelles, respectant les savoirs locaux, peut avoir un impact direct sur la sécurité alimentaire. Ce fut le cas à Katanga (zone périurbaine de Lubumbashi) et au Bas-Congo.

Environ 1.200 bénéficiaires ont pu améliorer leur rendement dans 7 cultures de base : tomates, oignons, chou pommé, piment, aubergine, poivron, gombo. La surface cultivable a été augmentée.

Dans la foulée, deux magasins proposant des semences de qualité ont été ouverts, garantissant l'enracinement local. La dynamique positive ainsi enclenchée ne s'est pas arrêtée à ce stade ; un dépôt de 200m² a été réhabilité au marché principal. Des hangars ont été construits, permettant une meilleure commercialisation des produits et ce, dans de bonnes conditions sanitaires.



89 762 749

HABITANTS
(en 2017)2 345 410
km²**SUPERFICIE**0,435
(183^e)**IDH**
Indice de
développement
humain (en 2015)

Ces hangars peuvent accueillir les étals de plus de 220 vendeurs. L'agriculture reste un secteur de croissance et de réduction de la pauvreté. Ce projet s'est focalisé sur le renforcement des capacités des producteurs plutôt que sur celles des institutions.

Sans grands investissements, avec une formation adaptée, la production maraîchère et agricole a pu être triplée : 1.200 ménages de petits producteurs maraîchers de la zone péri urbaine de Lubumbashi, regroupés en association, ont ainsi dépassé le seuil de pauvreté. Ils ont été impliqués dans tout le processus : de la production à la commercialisation. C'est dans cette dynamique que des études sur les marchés locaux ont permis de planifier la production et d'identifier des réseaux de distribution ; d'autres contacts ont été pris avec des supermarchés et certains clients collectifs dont des hôtels .

Au Bas Congo, ce sont 900 chefs de familles, petits exploitants pisciculteurs, qui ont vu leur revenu s'améliorer. La sécurité nutritionnelle de 75 % des familles a été assurée et ce sont donc près de 17.000 personnes qui ont bénéficié des résultats du programme.

IFADEM : INITIATIVE FRANCOPHONE POUR LA FORMATION CONTINUE ET À DISTANCE DES MAÎTRES

La RDC est un vaste territoire et on comprend aisément que pour l'implantation de certaines politiques, il faille décentraliser tout en assumant une coordination entre les différents points.

Tenter d'améliorer l'enseignement primaire, c'est d'abord s'interroger sur la formation des maîtres dans ce grand territoire.

La volonté des autorités était donc d'améliorer les compétences des enseignants du primaire et de participer aux efforts internationaux en faveur d'une éducation de base de qualité pour tous ...

Le projet a été implanté dans les quatre provinces éducationnelles qui formaient anciennement la province du Katanga.

IFADEM est un projet global. Son originalité réside dans le fait qu'il rencontre plusieurs objectifs et bénéficie à plusieurs « catégories » de publics : il veut développer des stratégies de formation continue, renforcer les compétences pédagogiques des enseignants du primaire, améliorer la

“

Nous avons appris l'utilisation rationnelle de l'espace, des semences, du fumier et des produits phytosanitaires. Nous avons intégré l'utilisation du fumier et nous pouvons dire que nous sommes fiers des résultats obtenus, en matière de rendement et de qualité des produits. Nous arrivons même à les vendre sous le label bio grâce à cette utilisation du fumier et la rationalisation des produits phytosanitaires.

”

Mme Yaya NTEMA,
directrice de la ferme
LUGO



qualité de l'enseignement du français et des matières scientifiques enseignées en français, former à distance avec un dispositif de formation s'intégrant au système éducatif local.

Cette Initiative a non seulement bénéficié directement aux enseignants et à une centaine de formateurs du primaire mais également aux élèves candidats, qui ont passé, trois mois plus tard, le test national de fin d'études primaires.

Le projet rejoignait la volonté du ministère qui souhaitait développer une politique cohérente de formation continue des enseignants.

PROJET DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE, EMPLOYABILITÉ, ENTREPRENEURIAT

Le constat était clair : les structures de la formation professionnelle sont défaillantes ; il n'y avait pas d'adéquation entre le marché du travail et les formations ; la condition enseignante était dévalorisée et pauvre et les écoles professionnelles souffraient toujours de préjugés négatifs.

Pour aider les jeunes à intégrer le marché du travail, dans les meilleures

conditions, il fallait encourager la qualification professionnelle et l'entrepreneuriat. Il fallait également penser à la formation des enseignants, rassembler les bonnes pratiques pédagogiques pour ensuite mettre au point des programmes adaptés à la demande des entreprises et aux métiers porteurs. Les programmes anciens devaient alors être adaptés ou complètement réaménagés.

C'est au Katanga et dans le Bas Congo que la qualité de la formation technique et professionnelle a fait l'objet d'une coopération participative.

La motivation des jeunes était acquise mais ne pouvait s'inscrire dans des perspectives claires et porteuses. L'information ne circulait pas systématiquement et quasi aucun état des lieux de la formation n'était disponible.

Le projet a bénéficié d'un contexte favorable : il a pu s'inscrire dans la perspective des plans quinquennaux de croissance et d'emploi ; les partenaires extérieurs avaient manifesté leur intérêt ainsi que le monde du travail qui avait besoin de main d'œuvre qualifiée.

On a donc pu travailler au renforcement des capacités pédagogiques



du personnel, établir des curricula de formation, améliorer l'infrastructure et appuyer les jeunes dans leur recherche d'emploi, à la fin de leur stage.

Le lien avec les entreprises était essentiel car il permettait d'adapter les contenus de formation et la demande du marché du travail.

Une convention de stages avec les entreprises a été signée ; à Mvuzi, un incubateur pour lauréates en coupe couture et un pour les lauréats soudeurs ont fonctionné.

On a également pu faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs au crédit des microentreprises.

On a compté 500 jeunes diplômés qui exerçaient une activité professionnelle régulière, dans l'entreprise formelle ou non formelle. 60% des jeunes incubés ont créé une entreprise viable et un réseau de 60 entreprises intègre les jeunes en formation en alternance.

PROGRAMME DE PISCICULTURE

Le projet de pisciculture s'intégrait dans l'appui aux plans quinquennaux de croissance de l'emploi du Bas

Congo et du Katanga par la relance de la production agricole.

Au Katanga, les agro-pisciculteurs regroupés en association ont généré de façon durable des revenus supérieurs au seuil de pauvreté par l'amélioration de la filière agro-piscicole, de la production à la commercialisation.

Il y a eu un renforcement des capacités de production du secteur piscicole. La filière de commercialisation s'est améliorée et les groupes géographiques locaux sont structurés en groupements d'intérêt économique.

De 2014 à 2016, le programme d'appui aux pisciculteurs de la province du Kongo central a permis de réhabiliter et d'équiper le centre d'alevinage de Mawunzi-Mansende, y compris 46 étangs pour un total de 4,47 ha, de mener des recherches pour produire un aliment piscicole performant sur base des ingrédients locaux, de produire et de distribuer des alevins de tilapia pour ensemercer 6 ha d'étangs des bénéficiaires pisciculteurs et aussi de concevoir et de dispenser des formations techniques d'élevage auprès de 791 pisciculteurs et 22 vulgarisateurs (15 du secteur public et 7 du secteur privé).

“

Depuis l'arrivée de l'APEFE en 2015, la pisciculture a changé de vitesse. Cela faisait 27 ans que notre site piscicole était abandonné et, suite aux animations, aux formations, aux distributions de modules et des suivis, nous avons eu le courage de réhabiliter notre site piscicole de 8 ha. Pour l'instant, nous en avons déjà réhabilité plus de 2,5 ha. Nous pouvons être en mesure de produire les poissons tilapia et clarias en quantité suffisante pour nourrir la population de la contrée avec l'idée de fournir des alevins aux autres pisciculteurs. Après deux années de travaux de réhabilitation, nous voulons évaluer la production pour la première fois en ce mois de décembre. Ainsi, l'appui de l'APEFE est important pour nous car il a réveillé l'esprit piscicole et nous encourage à reprendre une activité si importante qui est capable de nous assurer l'avenir par la vente de produits qu'elle génère.

”

L'un des pisciculteurs de l'entreprise Nsikumusu (site de formation de Kibeki)



RWANDA

LA FORMATION PAR L'EXEMPLE



LE DÉFI DE L'ÉDUCATION

La population rwandaise ne cesse de croître, ce qui n'a pas manqué d'interpeller les autorités nationales qui ont proposé un plan appelé « Vision 2020 » dont une section est consacrée à l'éducation (Education Sector Strategic Plan).

Un tronc commun d'enseignement a été organisé pour les jeunes de 6 à 15 ans.

En 2012, seulement 74.320 étudiants étaient inscrits dans l'enseignement technique et professionnel, dont 18% fréquentaient les centres de formation professionnelle



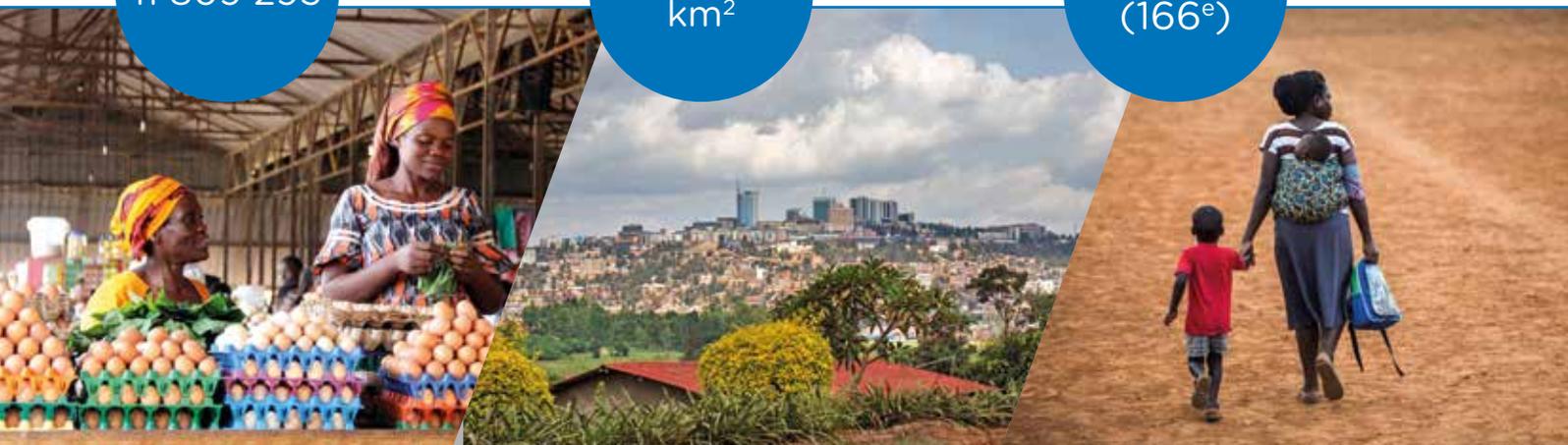
L'augmentation de la population n'est qu'un des défis pour les autorités nationales. La compétition mondiale a obligé le gouvernement à prendre des décisions quant à la transformation économique, le développement rural, la gouvernance et la productivité. C'est dans ce contexte qu'il a repensé la formation des jeunes pour l'emploi.

Dans un pays où 303 opérateurs privés ou publics proposent des formations, la redéfinition des contenus de formation s'imposait.

PROGRAMME D'APPUI À LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA PROVINCE DU SUD

L'Apefe est présente depuis 1986 au Rwanda. Depuis 2009, elle travaille avec son partenaire RWDA - Workforce Development Authority. Cette agence gouvernementale

11 809 295

HABITANTS
(en 2017)26 338
km²**SUPERFICIE**0,498
(166^e)**IDH**
Indice de
développement
humain (en 2015)

œuvre à la réforme de la formation technique et professionnelle. Le programme d'appui à la formation professionnelle faisait l'objet de deux conventions ; une entre le gouvernement du Rwanda et le Royaume de Belgique et l'autre entre la CTB et l'Apefe et VVOB.

Les autorités nationales avaient identifié une dizaine de piliers (conditions de qualité) pour définir et reconnaître l'éducation technique et professionnelle : comprendre les besoins de compétences dans les secteurs prioritaires, identifier les passerelles, les capacités humaines, la coordination des initiatives, les infrastructures et leur approvisionnement, la disponibilité de l'offre de programmes, l'attractivité, la participation des employeurs, l'équité et l'inclusion, l'innovation dans le mode de financement.

CHANTIER FORMATION ET PROXIMITÉ

Ayant ainsi posé le cadre d'intervention et de mobilisation, il fallait alors proposer et diversifier de nouvelles approches de formation. C'est ainsi que l'on a privilégié des formations rassemblant formation théorique

et pratique professionnelle. C'est dans le secteur de la construction de bâtiments à usage public que des étudiants ont pu rencontrer les exigences de la formation avec une pratique professionnelle. Cette démarche était d'autant plus indiquée que le travail communautaire est une valeur essentielle au Rwanda.

En privilégiant la demande de personnel formé à travers des formations, on a pu rencontrer la volonté des autorités nationales qui avaient inclus ce projet dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

La formation pédagogique et technique des enseignants inclut une dimension socio-culturelle importante. En effet, les formateurs de formateurs sont rwandais et maîtrisent parfaitement le contexte. Ils sont plus proches du public et peuvent par exemple utiliser la langue locale pour favoriser la compréhension des contenus par des exemples tirés de la réalité locale.

Il fallait également consolider les acquis ; deux filières ont été appuyées par l'APEFE : la mécanique agricole qui doit être développée et la peinture dans le cadre de la construction.



LA NÉCESSAIRE COLLABORATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

- a) Des curricula selon APC ont été développés et mis en œuvre dans 24 écoles pilotes de la Province du Sud, lieu d'implantation du projet. Les stages en entreprise ont permis de consolider un partenariat avec le secteur privé.
- b) Des actions de sensibilisation du secteur privé ont été organisées auprès de 71 entreprises de la construction, de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'hôtellerie et tourisme, des ICT, de l'artisanat et l'esthétique. L'image de la formation technique et professionnelle a ainsi été améliorée auprès des entreprises qui en ont bien compris l'intérêt.
- c) La collaboration entre le secteur privé et les centres de formation s'est amplifiée malgré l'absence de stratégies qui auraient permis au secteur privé de s'impliquer dans l'amélioration des curriculums.

Une brochure sur la réforme de la formation technique et professionnelle a été diffusée à 4000 exemplaires, présentant les changements stratégiques. Une vidéo a été produite, proposant des témoignages d'apprenants, de formateurs et d'employeurs. La coopération des employeurs publics et du secteur privé à tous les niveaux de l'éducation technique et professionnelle demeure problématique. La participation des représentants du secteur privé est difficile à obtenir. Les standards du secteur privé sont parfois très bas....Le secteur privé peu compétitif définit alors des standards de qualité faible ; les lauréats peu performants ne sont donc pas outillés pour participer pleinement au développement du secteur privé.

QUELQUES CHIFFRES

- ▶ Des enseignants et du personnel de l'administration de 72 centres ont participé aux interventions visant le renforcement de leurs compétences pédagogiques et techniques.



- ▶ 5.000 apprenants ont été touchés par ce projet.
- ▶ 42 maîtres formateurs en pédagogie sont des démultiplicateurs au niveau de la formation.
- ▶ Au moins, 250 formateurs ont bénéficié d'une formation technique en rapport aux nouveaux curriculums.
- ▶ Fin 2015, au moins 10 centres de formation professionnelle disposent des installations adéquates pour au moins 2 filières prioritaires ; 30 comités pédagogiques sont opérationnels
- ▶ 4 centres de formation professionnelle offrent des formations de courte durée pour les acteurs économiques impliqués dans leur environnement socio-économique.
- ▶ 75 évaluateurs sont formés au pilotage de l'évaluation.
- ▶ 50 formateurs organisent des évaluations de qualité.
- ▶ 200 formateurs sont prêts pour intervenir dans les secteurs professionnels prioritaires.
- ▶ Au moins 10 centres de formation professionnelle disposent des installations adéquates pour au moins deux filières prioritaires.

Le Centre Régional intégré polytechnique (IPRC) :

- ▶ son action dans la province du sud a confirmé son rôle de centre de références et de ressources provincial à destination des enseignants.
- ▶ a mis en place un centre d'incubation et d'accompagnement à l'auto-emploi
- ▶ a diffusé les bonnes pratiques aux autres opérateurs de formation dans la province.
- ▶ a soutenu le partenariat entre l'environnement socio-économique et les opérateurs de formation technique et professionnelle
- ▶ dispose d'un mappage de l'offre de formations locales et des stages pour les filières appuyées dans la province du sud.

AFRIQUE DE L'OUEST



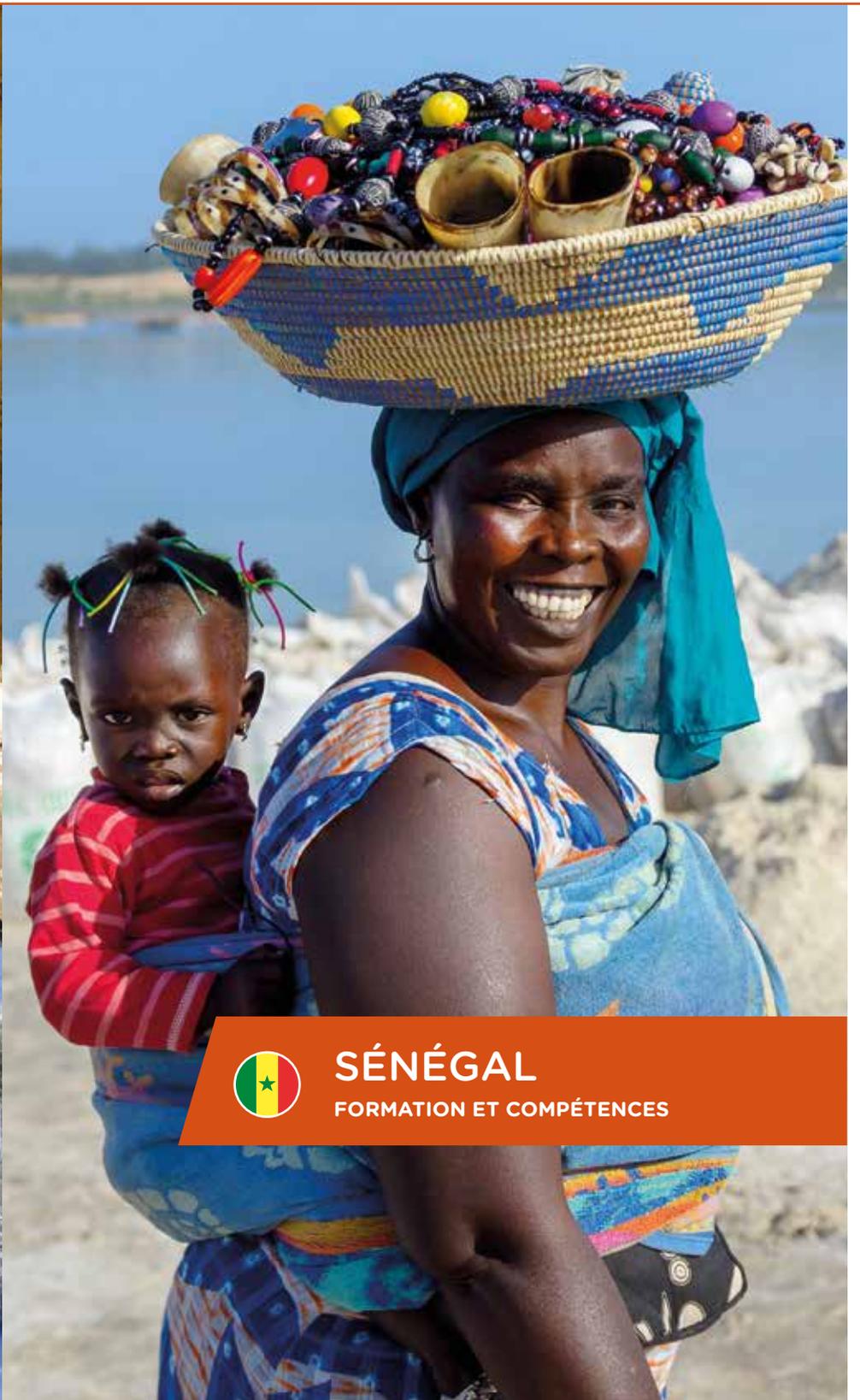
BÉNIN

LA FORMATION AU SERVICE
DE LA SANTÉ POUR TOUS



BURKINA FASO

LA FORMATION ACCESSIBLE
AUX POPULATIONS LOCALE



SÉNÉGAL

FORMATION ET COMPÉTENCES





BÉNIN

LA FORMATION AU SERVICE DE LA SANTÉ POUR TOUS



« Le Bénin devrait disposer en 2025 d'un système de santé performant basé sur des Initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour l'offre et la disponibilité permanentes de soins de qualité, équitables et accessibles aux populations de toutes catégories, fondées sur les valeurs de solidarité et de partage de risques pour répondre à l'ensemble des besoins de santé du peuple béninois ».

Ministère de la santé

L'année 2016 marque la fin d'un cycle de neuf ans de coopération dans le secteur de la formation du personnel paramédical au Bénin.

Ce cycle devait permettre aux acteurs locaux d'élaborer, tester et s'approprier de nouveaux modules de formation dans le secteur de la santé et de la kinésithérapie.

Leur vision partagée confirme que l'on ne pourra réduire durablement la mortalité infantile et maternelle que grâce à la formation permanente du personnel médical et paramédical. Formation du personnel a donc été le maître-mot de ce programme.

Les systèmes de santé mondiaux font face à une pénurie chronique de personnel. Pour le Bénin qui comptera bientôt 10 millions d'habitants, il faudra 23.000 médecins, infirmiers et sages-femmes ; en 2010, ils n'étaient encore que 18.000.

HABITANTS

11 186 785

SUPERFICIE

114 763
km²

IDH

Indice de
développement
humain0,485
(167/188)

UNE PRÉOCCUPATION POLITIQUEMENT PARTAGÉE

Les différents gouvernements du Bénin ont régulièrement rappelé leur volonté d'améliorer l'offre de soins au bénéfice de toute la population. Afin de rencontrer ce défi qui a été une préoccupation politique constante, le gouvernement a décidé de renforcer la formation du personnel de santé sur l'ensemble du territoire.

Trois catégories d'intervenants dans le secteur de la santé ont été ciblées pour être les bénéficiaires des formations. Ce sont les aides-soignants, les techniciens sanitaires et les assistants sociaux.

UNE VISION ÉLARGIE DE LA PROBLÉMATIQUE SANTÉ

La politique nationale de santé a mis l'accent sur le bien-être social qui devait s'appuyer sur un système éducatif efficace et performant, des soins de santé de qualité, de l'eau potable, de l'électricité, un habitat sain et un cadre de vie sain.

ATTEINDRE TOUT LE MONDE

Dans cette perspective, la politique nationale de santé contribuait à la réduction de la pauvreté grâce à l'amélioration de la santé pour tous. Un des principaux obstacles à la concrétisation de cet objectif demeurait la pauvreté de l'offre éducative, empêchant de diminuer les taux de mortalité et de morbidité.

Une distribution disparate des ressources disponibles sur le territoire constituait également un obstacle important.

DES CONSTATS...

Le manque criant de personnel, spécialement paramédical, était la conséquence de l'insuffisance de personnel de santé enseignant ; il en était de même pour le personnel de gestion, lui aussi trop peu nombreux.

Face à ces défis, l'APEFE a, en concertation avec les autorités nationales, défini trois objectifs visant à améliorer l'offre de santé par la mise en place de programmes d'éducation. Ces trois objectifs font désormais partie du programme du Ministère de la santé.

“

Depuis 1 an, nous les enseignants, sommes en train d'expérimenter le nouveau programme de formation qui a vu le jour grâce à l'APEFE et qui a financé la relecture des curricula de formation. Avant nous formions les élèves avec des curricula qui dataient encore du XX^e siècle ; maintenant, nous avons un programme actualisé et adapté à notre contexte et qui correspond à nos réalités.

L'APEFE a aussi financé l'installation de l'internet au sein de l'école de formation médico-sociale. Chaque enseignant disposant d'un ordinateur portable peut désormais se connecter pour faire des recherches afin de mieux préparer ses cours et ceci enrichit les cours car nous pouvons concrétiser les savoirs avec des supports écrits, image, audio ou vidéos.

”

Daouda, élève de 3^e année technicien sanitaire de l'Ecole de formation médico-sociale

Fin 2016, deux enseignants béninois sont formés au niveau **Master** à l'UCL et deux autres sont en cours de formation au niveau **doctorat**.



En 2016, l'Institut national médico-sanitaire a atteint un **taux de réussite de 100%** aux examens de fin de cursus des infirmiers et sages-femmes.



Pour couvrir le territoire béninois en personnel médical, et selon les calculs de l'Organisations mondiale de la santé, 23.000 médecins et infirmiers seraient nécessaires ; dans la réalité, ils ne sont que **18.000**.



Inauguration de l'extension du service de réadaptation médicale du Centre National Hospitalier Universitaire de Cotonou. C'est grâce à un appui conjoint de WBI et de l'APEFE que le CNHU dispose d'un service de réadaptation aux normes internationales.

TROIS OBJECTIFS VISANT À AMÉLIORER L'OFFRE DE SANTÉ

1. L'appui à la qualité et à la disponibilité des ressources humaines en santé
2. Autonomisation didactique de la licence en sciences infirmières et obstétricales
3. Renforcement de la division réadaptation médicale du Ministère de la santé.

“

« L'appui de l'APFE nous a permis de faire la relecture des référentiels de formation dans les 3 spécialités de l'Ecole de formation médico-sociale. Ces nouveaux référentiels ont permis d'améliorer les contenus, de redéfinir l'approche par compétence et d'adapter la durée de formation pour la filière de formation des aides-soignants. »

La réhabilitation du bâtiment administratif et des salles de classes a permis d'améliorer le cadre de travail à l'Ecole de formation médico-sociale. L'APEFE a contribué au renforcement des capacités du personnel administratif qui a été formé à l'utilisation du nouveau logiciel de gestion de l'école financé par l'APEFE. Nous avons vu qu'avec ce logiciel, petit à petit, le mode de gestion administratif était en train de changer. Les capacités des enseignants ont été renforcées grâce aux formations sur la pédagogie active. Les enseignants ont pu préparer et dispenser leurs cours dans de meilleures conditions avec une meilleure faculté.

”

Sidonie Tchabi / Directrice de l'Institut National Médico-Sanitaire du Bénin

L'appui à la qualité et à la disponibilité des ressources humaines en santé

- ▶ Neuf postes d'enseignants permanents ont été créés
- ▶ La formation des enseignants aux techniques de la pédagogie active a permis d'améliorer leurs compétences
- ▶ L'équipement d'une salle informatique pourvue d'une connexion internet a permis d'améliorer les contenus enseignés ; la rénovation de l'environnement d'apprentissage a également été menée à bien
- ▶ L'encadrement des stages terrain a été amélioré
- ▶ Les bonnes pratiques en matière de gestion ont été appliquées à l'ensemble du personnel.

Autonomisation didactique de la licence en sciences infirmières et obstétricales

- ▶ L'Institut National Médico-sanitaire a atteint un taux de réussite de 100 % aux examens de fin de cursus des infirmiers et sages-femmes.

Entrée de l'Institut Nationale Médico-Sanitaire de Cotonou. L'APEFE s'est engagée à appuyer cet institut de formation aux soins infirmiers et obstétricaux depuis de nombreuses années. L'INMeS est désormais devenu le centre de référence nationale pour l'enseignement des soins infirmiers et obstétricaux.

Légende : les instituts de formation aux soins infirmiers et obstétricaux ont acquis de nombreux matériels didactiques grâce à l'appui de l'APEFE.



- ▶ L'institut national médico-sanitaire a atteint l'autonomie scientifique et technique nécessaire à la mise en œuvre de la Licence harmonisée avec le système international grâce à la mise en place d'un dispositif en ligne d'aide à la réussite, en collaboration avec 4 enseignants de la Haute Ecole Provinciale du Hainaut - Condorcet.
- ▶ Un suivi des étudiants en stage est organisé plus systématiquement

Renforcement de la division réadaptation médicale du Ministère de la santé

- ▶ Grâce à un subside Wallonie Bruxelles International, l'extension du service de kinésithérapie du Centre National Hospitalier Universitaire de Cotonou a permis d'offrir aux populations handicapées des services de réadaptation physique.
- ▶ L'appropriation du programme de réadaptation a été opérée par le Ministère de la santé.

- ▶ L'école supérieure de kinésithérapie de la faculté des sciences de la santé a créé un Master en kinésithérapie et réactualisé le programme.
- ▶ Un Master a été ouvert à l'école supérieure de kinésithérapie de la Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Abomey-Calavi.
- ▶ Un nouveau bâtiment visant à accueillir les élèves de master en kinésithérapie ainsi qu'une extension du service de médecine physique et réadaptation ont été construits et dotés en matériel médical et mobilier.
- ▶ Des missions internationales de renforcement des compétences des enseignants des matières pratiques de kinésithérapie ont été assurées par les enseignants de l'Université Catholique de Louvain.

“

L'APEFE a fourni du nouveau matériel didactique qui nous permet d'avoir une meilleure qualité de formation. Au niveau des cours pratiques, il y a une différence parce qu'il y a du matériel maintenant avec lequel les techniciens sanitaires peuvent s'entraîner. Avec les nouveaux référentiels que l'APEFE a aidé à élaborer, les élèves de la première et deuxième année ont pu découvrir de nouvelles matières, telles que le marketing et la comptabilité. Le défi pour ceux qui terminaient leur formation était de trouver une passerelle pour poursuivre les études à un niveau supérieur ; il leur fallait aussi trouver les moyens pour monter des projets d'assainissement.

”

SAKA M. SAKA,
coordinateur
des filières à EFMS



BURKINA FASO



LA FORMATION ACCESSIBLE AUX POPULATIONS LOCALES



Le Burkina Faso fait face à une situation préoccupante de vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle avec de graves conséquences sur le bien-être de la population, particulièrement en milieu rural. Le caractère aléatoire de la production agricole, accentué par les changements climatiques et la dégradation des terres agricoles, compromettent durablement la productivité de l'agriculture pluviale dont la contribution aux attentes des populations et des gouvernements n'est plus assurée. Les baisses de production céréalière s'expliquent principalement par des déficits pluviométriques et des aléas climatiques (sécheresses, inondations etc.). Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) indique qu'en 2012 18% des ménages au Burkina Faso étaient en insécurité alimentaire modérée.

Le soulèvement populaire des 30 et 31 octobre 2014 a mis fin au régime du président Blaise Compaoré. Cette incertitude politique a inévitablement eu un impact sur les projets qui se développent en partenariat avec les ministères et autorités nationales.

Le nombre de personnes vivant en milieu rural est important ; aussi, le Burkina Faso a mis au point un Plan National du Secteur Rural, comme outil de planification des ministères de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'environnement et du développement durable, des ressources animales, de l'eau, des aménagements hydrauliques, de l'assainissement...

La gestion durable des terres (autre programme gouvernemental) est un enjeu essentiel dans un pays où la majorité de la population vit en milieu rural et survit en utilisant à court terme les faibles ressources naturelles disponibles. Ce programme fédère les efforts pour la diversification des revenus et la sécurité alimentaire. Il lutte contre la perte de la diversité biologique.



47%

de la population
**A MOINS
DE 15 ANS**

77%

de la population
**VIT EN MILIEU
RURAL**



1. PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION

GESTION DE L'EAU

La gestion de l'eau et la problématique de l'irrigation représentent un enjeu majeur pour le pays ainsi que pour ses voisins. Le programme mené par l'APEFE dans ce secteur entendait soutenir la stratégie nationale mise en place pour le développement durable de l'agriculture irriguée.

Pendant la durée du programme, les acteurs locaux et nationaux ont pu construire et bénéficier d'outils opérationnels pour mieux utiliser l'eau à usage agricole et lutter contre l'ensablement des retenues d'eau.

Des sessions de formation accompagnaient les acteurs impliqués.

Ont ainsi pu être menés à bien des projets tels que la recherche sur la dynamique des aquifères, la création d'outils pour une gestion de l'eau et une meilleure performance de l'agriculture irriguée.

On retiendra aussi la formation de cadres de la Direction générale des aménagements hydrauliques et du développement de l'irrigation, la diminution de l'usage des pesticides et engrais, le renforcement de capacité

de trois coopératives pilotes et la production d'un manuel sur les prélèvements en fonction des besoins d'eau.

PARTICIPATION DES POPULATIONS CONCERNÉES

Le programme a aussi permis un changement de mentalité des populations locales qui se sont investies dans les recherches, dans les programmes de formation et dans la volonté de sauvegarder les acquis enregistrés tout au long du projet, offrant ainsi une opportunité d'assurer la durabilité de ces acquis.

Grâce au travail de sensibilisation, 60 producteurs ont adopté des recommandations sur la gestion intégrée de la fertilité des sols..

UNE DIMENSION RÉGIONALE

Les problématiques liées à l'eau, sa gestion, son accès ne s'arrêtent pas aux frontières des pays. Une coopération régionale est, à ce niveau, essentielle.



46%

du territoire
est soumis à la
**DÉGRADATION
DES TERRES**

**LE SECTEUR
RURAL**
occupe

86%

de la population
active



La Direction générale des aménagements hydrauliques et du développement de l'irrigation reste le point focal national pour la mise en œuvre d'un projet d'appui régional dont l'élaboration et la mise en œuvre sont financés par la Banque Mondiale ; l'objectif étant d'améliorer la capacité de planification, d'investissement et de gestion du secteur des aménagements hydro-agricoles et d'accroître les superficies irriguées dans 6 pays du Sahel.

DES OUTILS À PRÉSERVER

La mise en ligne prochaine d'un site WEB destiné au partage et à la diffusion des acquis du projet, l'établisse-

ment d'une carte d'accessibilité des eaux souterraines pour l'agriculture irriguée et un manuel d'exploitation des eaux souterraines sont désormais à la disposition des acteurs. C'est ainsi que les services du Ministère de l'agriculture peuvent utiliser des paramètres permettant une meilleure organisation de l'agriculture irriguée. C'est d'autant plus important que c'est ce ministère qui est chargé de veiller aux conditions de performance de l'agriculture.

Les coopératives agricoles qui ont vu leurs capacités renforcées ont mis au point un instrument permettant de prévoir la consommation d'eau en fonction de leurs besoins. Un outil d'estimation des risques d'érosion des sols a été créé.

CONCLUSION

L'adhésion des communautés au projet a été effective ainsi que l'implication des institutions locales de recherche ; l'Etat réaffirme son leadership sur des périmètres irrigués. Ce projet s'est terminé en 2016 mais Wallonie Bruxelles a pris le relais en ce qui concerne la consolidation des acquis.

BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME

(en collaboration avec le programme de Formation des Spécialistes du Ministère de la santé)

7

MÉDECINS en spécialisation en Médecine Physique et Réadaptation à Abijan

8

KINÉSI-THÉRAPEUTES (niveau Master) formés ou en cours de formation à l'UCL

12

KINÉSI-THÉRAPEUTES (niveau licence) en cours de formation à l'École supérieure de kinésithérapie à Cotonou ont été formés

5

ORTHO-PROTHÉSISTES en cours de formation à Lomé

2. SANTÉ : DÉVELOPPEMENT DE LA MÉDECINE PHYSIQUE - RÉADAPTATION

Malgré d'importants progrès enregistrés dans le secteur de la santé comme la couverture de l'utilisation des services, la couverture vaccinale et le traitement du VIH, les besoins en rééducation et réadaptation des handicapés restaient très importants et pas encore suffisamment pris en compte.

Le Ministère de la santé a défini « une stratégie nationale de développement de la réadaptation fonctionnelle ». Trois secteurs prioritaires avaient été définis : rencontrer l'insuffisance du cadre institutionnel et organisationnel, faciliter l'accès géographique et économique aux soins de réadaptation et veiller à la qualité des soins.

Il est à noter que sur les 13 régions administratives, seules 3 possédaient des services de kinésithérapies ; tout au moins dans le réseau des hôpitaux publics.

Après le Bénin en 2005 et le Burundi en 2011, le Burkina-Faso (2014) collabore avec l'APEFE et Wallonie-Bruxelles International depuis 2014 pour assurer le développement de ses capacités en médecine physique-réadaptation et en réadaptation à base communautaire selon les mêmes axes stratégiques cohérents :

- ▶ création d'un noyau de ressources humaines de qualité (kinésithérapeutes, médecins spécialisés en

réadaptation, orthoprothésistes, orthophonistes, responsables techniques,...)

- ▶ mise en place d'un centre de référence nationale (soins et formation continue) en médecine physique réadaptation dans un hôpital universitaire ;
- ▶ création d'une école de kinésithérapie et/ou d'une formation certifiante des responsables techniques ;
- ▶ appui à la mise en place d'un réseau décentralisé de services de kinésithérapie ;
- ▶ appui institutionnel au Ministère de la Santé et au Ministère des affaires sociales pour qu'ils développent leurs capacités de leader-coordonnateurs de la réadaptation médicale et/ou communautaire.

Un noyau de kinésithérapeutes et de médecins ré adaptateurs est en cours de constitution au Burkina Faso ; il servira à jeter les bases d'une école de kinésithérapie dont l'ouverture est prévue en 2021. Le programme de réadaptation fonctionnelle est déjà intégré au sein du ministère de la santé. Pour 2018, un centre de référence nationale en réadaptation physique médicale sera fonctionnel à Ouagadougou et permettra au personnel impliqué en médecine physique et réadaptation de se perfectionner.

**BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS :**

280.000

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP PHYSIQUE soit un peu plus de 2% de la population





3. ENVIRONNEMENT

Programme d'appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel.

34% du territoire burkinabé, soit 9.234.000 ha de terres de production, sont dégradés par l'activité humaine et les changements climatiques, avec une progression estimée de 100.000 à 250.000 ha par an.

74 % de la zone d'intervention de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel sont affectées par la désertification et/ou la dégradation des sols. Cette réalité reste également un défi au niveau mondial. Rappelons que l'objectif 15 pour le développement durable vise à atteindre en 2030 un monde neutre en termes de dégradation des terres.

15 provinces, 101 communes, soit 4076238 habitants (Recensement de 2006) ont été mobilisés pour participer au programme sous régional de la Grande Muraille verte. Il fallait préciser

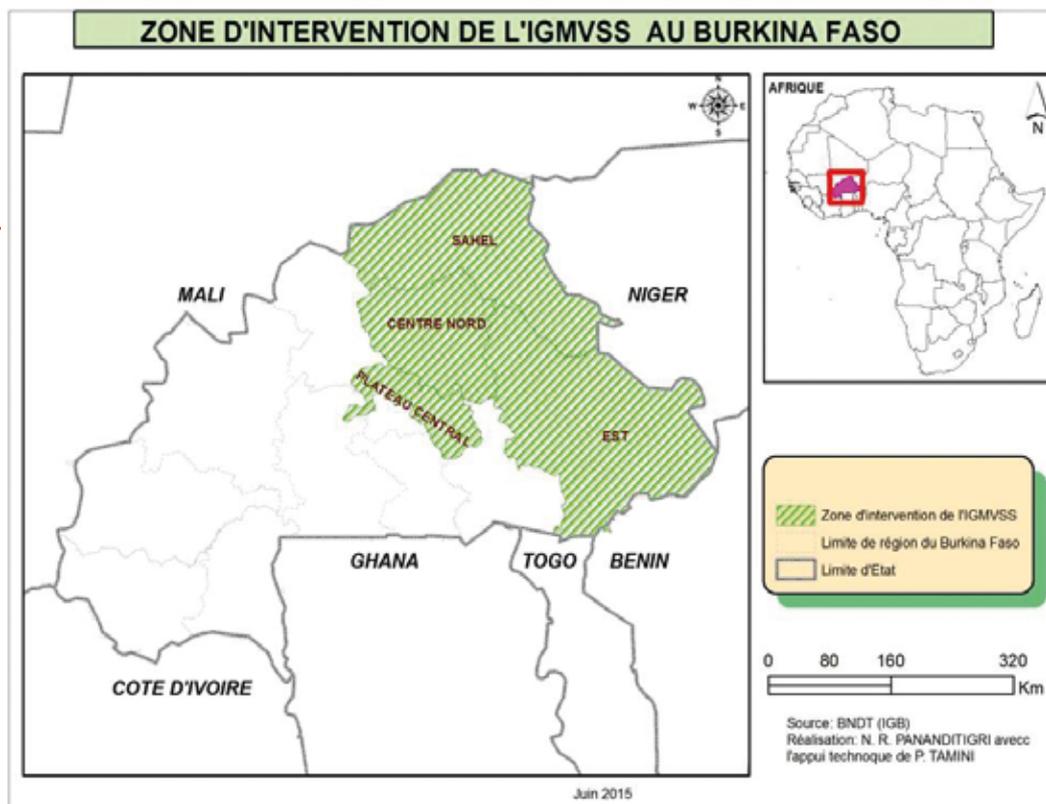
quel type d'apport les pays pouvaient fournir à l'Initiative de la grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel.. Il a alors été décidé de développer un programme axé sur la gestion durable des terres et la sécurité alimentaire. L'Apefe et Wallonie Bruxelles International ont apporté un soutien au niveau du renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de l'Initiative. Différents outils ont été élaborés afin que la participation nationale s'inscrive au mieux en coopération avec les pays concernés et avec l'implication des populations locales.

Plusieurs instances ont été mobilisées pour assurer la participation du Burkina Faso à l'Initiative régionale. Les directions régionales de la zone d'intervention et la coordination nationale de l'Initiative ainsi que d'autres structures du Ministère en charge de l'environnement ont été mobilisés. Ce fut le cas également pour le programme national de gestion durable des terres et du centre national des semences forestières.

Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel :

Cette initiative est portée depuis 2007 par la commission de l'union africaine et vise à combattre la désertification, la dégradation des terres et les sécheresses, améliorer la résilience des écosystèmes au changement climatique et à la sécurité alimentaire.

20 pays africains de la sous-région y participent.



“

Depuis 2015, le Programme de Renforcement des Capacités pour l'initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel appuie la production de plants forestiers au niveau des quatre régions d'intervention de l'IGMVSS au Burkina Faso : le Plateau Central, le Centre Nord, l'Est et le Sahel. Pour l'année 2016 et comme en 2015, 400 000 plants forestiers ont été produits par les Directions Régionales de l'Environnement et Tiipalga, une ONG partenaire du programme et des pépiniéristes villageois.

”

SERGE ZOUBGA,
coordonnateur nord de l'ONG tiipalga



Récupération de terres à l'aide de la charrue delphino



SÉNÉGAL

FORMATION ET COMPÉTENCES



INSTITUTIONNALISATION DE LA FORMATION DES FORMATEURS ET RÉFORME CURRICULAIRE SELON L'APPROCHE PAR COMPÉTENCES

L'année 2016 fut une année charnière pour l'APEFE au Sénégal. En effet, après trois programmes successifs de soutien au système de formation professionnelle et technique en général et aux structures de formations de formateurs en particulier, l'évaluation finale réalisée est venue couronner près de dix années d'intenses activités d'échanges, de conception et de formation contribuant au renforcement d'un secteur jugé prioritaire pour le développement du Sénégal. Parallèlement se sont organisés les ateliers participatifs de planification du futur programme de coopération ouvrant de nouveaux chantiers prometteurs en matière d'une part, de formation à distance des maîtres de l'enseignement primaire et de soutien d'autre part, à l'entrepreneuriat féminin.

L'appui aux trois structures nationales de formation de formateurs s'est poursuivi et consolidé ; A Dakar, L'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement technique et professionnel et l'Ecole Nationale de Formation en Economie Familiale et Sociale et à Kaffrine, le Centre National de Formation des Maîtres de l'Enseignement technique et professionnel.

L'année 2016 s'est distinguée des années précédentes par l'opérationnalisation de la composante institutionnelle cristallisant au sein du Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat, une entité de coordination du système sénégalais de formation de formateurs. L'APEFE et ses partenaires se réjouissent des capacités et des compétences acquises au fil du programme en matière d'application de l'Approche par compétences à un large éventail de filières de formation. Ce sont non moins de 27 curricula qui ont été élaborés comprenant chacun un assortiment de référentiels de compétences, de métier, de formation et de certification. Ce sont en outre 567 formateurs et 68 inspecteurs de spécialité et psychologues-conseillers qui ont bénéficié des renforcements du programme.

Avec un soutien politique, humain et financier accru des autorités publiques sénégalaises, les résultats structurants obtenus par le programme APEFE laissent augurer une durabilité technique et institutionnelle très prometteuse.

Le programme se voit créditer du succès remporté par l'introduction, basée sur une volonté endogène, tant au sein des établissements de formation de formateurs qu'au sein de l'administration centrale de tutelle, de la démarche qualité et des procédures susceptibles de réhabiliter leur statut d'institutions de référence.



Madame Seynabou Diagne Sall, Directrice de l'ENFEFS - Dakar

Le pilotage de la composante institutionnelle a insufflé une excellente coordination et une cohésion grandissante entre les trois écoles réunies au sein du programme qui ont mutualisé leurs efforts et leur expertise au profit du renforcement du système de formation. Le fonctionnement exemplaire des instances de gouvernance que sont les unités de gestion des programmes (UGP), le Comité Technique de Suivi (CTS) et le Comité de Pilotage (CP) constituent des gages de durabilité managériale.

Enfin, parmi les facteurs déterminants pour l'implantation de l'APC, l'on comptabilisera les apports substantiels de l'APEFE en équipements techniques de pointe dans plusieurs départements spécialisés.

Une ultime phase de capitalisation est programmée au cours des années 2017 et 2018 inscrivant ainsi la pérennisation des acquis dans le système de la formation des formateurs.

“

La démarche qualité a changé beaucoup de choses. Je prends exemple sur ma propre personne ; c'est une démarche que j'intériorise presque partout, non seulement effectivement à l'école, chez moi et dans d'autres structures où je me rends. Et quelques fois, je constate qu'il y a un décalage, un dysfonctionnement entre ce que je vois ailleurs et ce que je vois ici. Donc, moi-même, dans mon for intérieur, ça m'a fait changer beaucoup de choses ; ça m'a permis d'insister sur la notion de traçabilité et c'est essentiel pour l'amélioration continue de ce que je fais

”

Aliou DIOUF, chef de Département Technique Economique et de Gestion, et point focal démarche qualité, ENSEPT - Dakar



“

La formation nous a permis de passer du statut de technicien supérieur à un profil Bac + 6, ce qui représente le niveau d'ingénieur plus 1 an. On nous a appris comment former des techniciens, c'est-à-dire être à la place du technicien, réfléchir sur des problèmes qu'il peut encourir et en même temps l'aider, anticiper sur ses problèmes. Nous ne sommes plus de simples techniciens mais nous sommes des formateurs, des pédagogues. On apprend à être avec des élèves, les guider, les assister, les former. En quelque sorte, nous sommes des éducateurs

”

Abdoul Khadre Dieyland Fall, professeur de structures métalliques, Lycée Technique d'Industrie Maurice Delafosse - Dakar



ASIE





ASIE

LA COOPERATION REGIONALE ET LA FORMATION DE FORMATEURS



ASIE

LA COOPÉRATION RÉGIONALE ET LA FORMATION DE FORMATEURS

En Asie du sud-est, (Vietnam, Laos et Cambodge), l'APEFE, de concert avec l'Organisation Internationale de la Francophonie, avait mis en œuvre un ambitieux programme de refonte des systèmes de formation technique et professionnelle tant en termes de programme avec un passage à l'approche par compétences qu'en termes de gouvernance pour permettre aux institutions un pilotage axé principalement sur l'adéquation permanente entre formation et emploi.

La collaboration avec l'Organisation Internationale de la Francophonie avait permis de tracer un cadre politique et stratégique commun aux trois pays que l'APEFE, de concert avec les ministères nationaux, avait nourri en termes opérationnels.

UN DIAGNOSTIC ENCOURAGEANT

Le développement économique est rapide en Asie du Sud-est. Le secteur privé est encore peu concerné par l'éducation technique et professionnelle. Le Vietnam, le Laos et le Cambodge sont des pays en transition et leur croissance reste fragile. La stratégie de coopération, voulue par les trois gouvernements, misait sur la formation technique et professionnelle et son adaptation à un contexte de forte croissance économique, entraînant une évolution rapide du marché du travail.

Le Vietnam est un pays émergent et la formation des cadres moyens était déficiente. Le gouvernement souhaitait que 45% des travailleurs puissent être qualifiés.

Au Cambodge, l'industrie du bâtiment constitue un potentiel économique fort et le marché de l'immobilier offre de nombreuses perspectives d'emploi. 50% de la population a moins de 21 ans et manque de qualification.

Au Laos, qui dépend encore beaucoup de l'aide étrangère, le niveau d'éducation était faible et 60% de la population active est paysanne. Les petites entreprises familiales paysannes étaient fort réticentes au changement.

Ces trois pays faisaient donc face à un même défi : développer la formation professionnelle et technique de leurs cadres.

Ce projet a permis à ces trois pays partenaires de travailler ensemble, de manière concertée et en mutualisant leurs expertises ; leurs systèmes de formation professionnelle sont devenus plus performants.

CONSTRUCTION DU PARTENARIAT

Sept études sectorielles ont été menées avant l'implantation de nouveaux cursus. Il fallait vérifier et évaluer les conditions dans lesquelles ces formations seraient mises en place. Au Laos, la bio-agriculture a été envisagée et le résultat a révélé l'absence de perspective en matière d'emploi. Le Cambodge avait choisi le secteur des entreprises reliées au froid commercial et à l'électricité industrielle tandis que le Vietnam avait prospecté les entreprises de soudure, de travaux des métaux, de mécanique agricole, de logistique (gestion de super marché), de l'infirmierie, de représentation commerciale et de comptabilité.



La classe Infirmier à l'école supérieure de médecine de Ha Dong, Vietnam

L'accord de partenariat Trans pacifique (TPP) entre 12 pays de la région crée la zone la plus vaste de libre échange au monde ! L'ASEAN - Association des nations d'Asie sud-est - crée de nouvelles perspectives de coopération face à des défis régionaux et internationaux.

Depuis 2016, ce processus a pris une nouvelle dimension avec la création d'un marché unique.

L'ASEAN insiste fortement sur la nécessité de rapprocher les niveaux de développement des pays du bas Mékong (Vietnam, Laos Cambodge et aussi Birmanie) de ceux des Etats membres de l'ASEAN les plus riches.



DES RÉSULTATS QUI INTÉRESSENT LE SECTEUR DE L'EMPLOI ET CELUI DE LA FORMATION

Au Vietnam, 12 programmes de formation ont été développés dans 20 écoles pilotes. Cette option a permis aux écoles de développer des relations fortes avec les entreprises à la recherche de main d'œuvre qualifiée. Les nouveaux dispositifs de formation ont été mis en place dans les écoles pilotes.

Dans les trois pays, 24 dispositifs ont été validés pour la formation des enseignants et cadres ; 500 cadres nationaux, les centres de formation de formateurs et les enseignants ont été les bénéficiaires directs du programme. Les bénéficiaires indirects ont été les employeurs, les enseignants, les associations professionnelles, les chambres de commerce, les autorités locales, les associations de femmes et de jeunes.

Ce programme a parfaitement atteint les objectifs qu'il s'était fixés : dans les trois pays, le taux d'employabilité des jeunes à la sortie de l'école ont augmenté de manière significative. 12 nouveaux programmes de formation ont été développés.

Les enseignants sont satisfaits face à la mise en œuvre de l'APC ; ils se sont inscrits dans un processus de co-formation : ils sont à la fois participants et formateurs, selon des modalités qu'ils ont fixées eux-mêmes.

Quelques acquis

Le programme visait essentiellement à mettre en œuvre des activités de formation pour les cadres des minis-

tères impliqués dans l'ingénierie de la formation afin que les futurs formateurs soient en mesure de concevoir et de piloter des dispositifs de formation adaptés aux spécificités et aux besoins du public cible, c'est-à-dire les cadres gestionnaires centraux, provinciaux et locaux.

Au Cambodge, un réseau d'inspecteurs a été mis en place par le ministère. Des formations avaient été organisées pour préparer ce corps d'inspecteurs qui sont chargés de démultiplier l'approche par compétences dans les écoles et d'en garantir la qualité.

Le Vietnam a multiplié les initiatives pour l'apprentissage de différents métiers dans de nombreuses écoles ; on a compté 10 programmes dans 20 écoles pilotes. Plus de 4.000 étudiants suivent une formation dans une des filières mises en place.

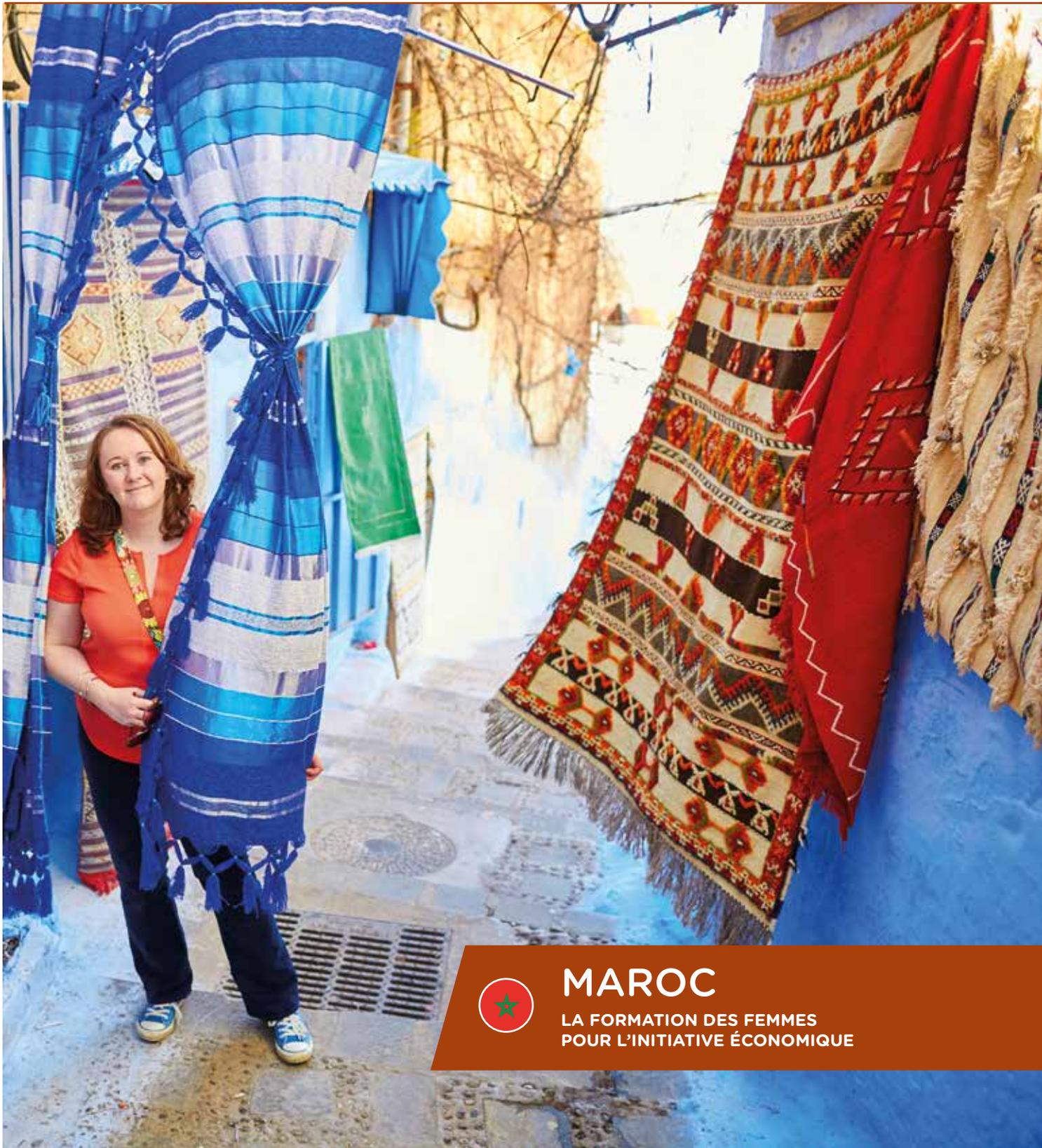
La chaîne éducative s'en trouve changée

Les enseignants sont mieux formés et se trouvent devant des étudiants plus actifs et motivés ; certains parlent d'enthousiasme de la part de ces enseignants comme de la part des étudiants. L'alternance entre théorie et pratique a également mobilisé les apprenants. 100% des diplômés travaillent et peuvent maintenant envisager sans crainte un changement d'employeur, si des opportunités s'ouvraient à eux.

81 % des diplômés ont trouvé un emploi dans les 6 mois. Les premiers indicateurs ont confirmé un impact économique et social, mesuré par le nombre de diplômés trouvant un emploi dans les 6 mois.

formation professionnelle en mécanique automobile pour l'une et pour l'autre formation en soudure

MAGHREB & PROCHE-ORIENT



MAROC

LA FORMATION DES FEMMES
POUR L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE



PALESTINE

LA FORMATION POUR RENFORCER
LES GROUPES VULNÉRABLES





MAROC

FORMATION DES FEMMES POUR L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE



MIN AJLIKI 2016, UNE SUCCESS STORY TRÈS INSPIRANTE...

Le programme Min Ajliki (« Pour toi, femme », en arabe dialectal marocain) est un programme ambitieux de soutien à l'entrepreneuriat féminin au Maroc. Initié par l'APEFE, financé par la coopération belge au développement, et quatre partenaires publics et privés marocains¹ en 2013, ce programme pionnier et innovant a connu un succès fulgurant depuis son démarrage au point où son extension territoriale de trois à six régions pilotes a pu être envisagée au cours de l'année 2016.

Résolument basé sur une approche intégrée orientée résultats et changements, Min Ajliki vise à favoriser l'auto-emploi de femmes diplô-



^{1/} Département de la formation professionnelle, l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC), l'asbl Al Amana Micro Finances et l'Association des Femmes Cheffes d'Entreprise (AFEM)



mées et/ou non scolarisées que l'on peut catégoriser en trois groupes : les femmes porteuses d'idées d'entreprises à créer, les femmes entrepreneures actives dans le secteur informel et qui veulent structurer leur entreprise et les femmes actives dans le secteur formel qui veulent développer leur société.

La singularité et l'efficacité du programme réside entre autre dans la prise en charge de toutes les étapes du cycle de vie d'une entreprise, de la promotion de l'esprit d'entreprendre, à la post-création en passant par la formation, le conseil, le coaching, le mentoring et l'accès aux financements.

Les quelques chiffres² qui suivent valent mieux qu'un trop long discours :

18769 femmes sensibilisées, 6517 formées à l'entrepreneuriat, 2019 accompagnées, 9 incubateurs créés, 162 projets féminins incubés, 15 compétitions à l'entrepreneuriat et 32 événements organisés, 230 entreprises et 429 emplois créés, 1958 cadres formés.

La dénomination Min Ajliki formulée en Darija³ illustre combien ce programme est pleinement aligné aux stratégies et priorités des autorités marocaines et de sa très dynamique société civile et qu'il est totalement approprié par les bénéficiaires, groupes cibles et partenaires locaux qui cofinancent à hauteur de soixante pourcents⁴ les activités.

Le ciblage de Min Ajliki sur le développement du secteur privé et l'empowerment des femmes s'avère être un choix judicieux en termes de développement humain durable. Les bénéfices générés sont en effet directement réinvestis socialement dans le bien-être des cellules familiales sous forme de revenus accrus ou d'emplois créés.

Le développement professionnel de la communication, de la gestion de l'information et de la digitalisation sont des piliers constituant un socle majeur pour la consolidation du programme dans les années futures et le programme Min Ajliki 2.0 projeté de 2017 à 2021.

2/ Portant sur la période 2013/2016

3/ Arabe dialectal marocain

4/ 2.5 M€ de contribution belge et 3.5 M€ de contrepartie valorisée marocaine, entre 2013 et 2016

9

incubateurs
créés

162

projets
féminins
incubés

15

compétitions
à l'entrepre-
neurariat

Le succès du programme réside notamment dans les synergies inter-régionales (plus de 32 conventions de partenariat), le maillage territorial couvrant tant les régions et populations urbaines que les zones rurales et montagneuses du Royaume Chérifien. Sa réussite émane également de la mobilisation coordonnée des principaux protagonistes marocains et internationaux⁵, publics et privés, partenaires et prestataires, œuvrant dans le soutien à la création et le développement entrepreneurial.

On ne saurait clôturer ce florilège de facteurs de réussite sans évoquer le rôle fondamental de l'équipe des assistants techniques nationaux APEFE composant le comité de Direction du programme et se répartissant en toute complémentarité et bonne intelligence leurs expertises pointues sous la supervision de l'administrateur de programme international.

Outre les éléments qualitatifs relevés supra, l'évaluation finale organisée fin 2016 a mis en évidence un taux d'atteinte des résultats largement supérieurs (203 % de l'Objectif Spécifique) aux attentes initiales, un taux de consommation budgétaire de 99%.

En termes de perspectives, le programme 2017-2021 couvrira désormais l'ensemble du territoire marocain, impliquera quatre nouveaux partenaires nationaux et internationaux (CTB notamment), développera des passerelles Sud-Sud avec le Sénégal, introduira l'appui à l'employabilité dans la stratégie, renforcera la sensibilisation des hommes à l'opportunité de l'entrepreneuriat de leurs épouses, sœurs et filles, appuiera la commercialisation, le secteur de l'entrepreneuriat social et solidaire ainsi que l'économie circulaire et les circuits courts...

5/ OIT, GIZ, HCR, OIM,
AFD, ...

événements
organisés

32



“

Avant de bénéficier du programme Min Ajliki, j'avais une énorme peur de tout, même de m'exprimer. Tout pouvait m'intimidait et je perdais mes mots.

J'ai entendu parler du programme Min Ajliki dans une agence ALAMANA - partenaire du programme- et je me suis inscrite pour bénéficier des formations.

J'ai bénéficié des formations sur le développement personnel, la prise de parole en public et la négociation. Je peux vous assurer qu'aujourd'hui, je me sens plus à l'aise pour aller négocier les prix des matières premières pour mes tapis. Je me sens plus forte et j'ai même commencé à accompagner - à ma manière - mes copines qui sont timides et qui ont peur d'entreprendre...Je les ai toutes persuadées de s'inscrire au programme Min Ajliki :-) !

”

NADIA, 45 ANS,
tisseuse de tapis traditionnels à
Casablanca

entreprises

230



“

Je me suis inscrite au programme sans trop réfléchir. Le nom du programme m'a interpellée. Il est conçu pour moi, pour elle et pour toutes les femmes. J'ai bénéficié de l'accompagnement pour structurer mon activité qui était informelle. Je suis passée au statut « d'auto-entrepreneure ». J'ai assisté à plusieurs formations et surtout à plusieurs expositions pour promouvoir mes produits artisanaux. A travers Min Ajliki, j'ai pu élargir mon réseau de clients.

”

HNIA, 37 ANS,
vendeuse de produits en cuir et
d'artisanat marocain à Marrakech

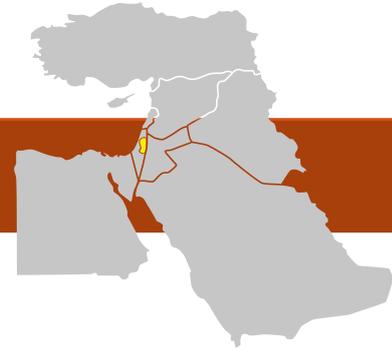
emplois
créés

429



PALESTINE

LA FORMATION POUR RENFORCER LES GROUPES VULNÉRABLES



’ APEFE a soutenu deux programmes de renforcement, intégralement gérés par la BASR, (Bethlehem Arab Society for Rehabilitation) son partenaire local. La qualité de ce partenariat fort et qui date de 2011 est certainement une des raisons du succès de ces deux programmes.

Le premier se concentre sur l’amélioration de la qualité des soins de santé et le second entend favoriser l’accessibilité aux services sociaux, éducatifs, paramédicaux pour les groupes vulnérables (tels les enfants handicapés).



Le Bethlehem Arab Society for Rehabilitation (BASR) est une institution forte, impliquée dans l’organisation de services à la communauté. Elle a été fondée en 1960. Cette organisation non gouvernementale sans but lucratif est reconnue au niveau national pour les services médicaux et de réadaptation qu’elle rend aux bénéficiaires des différentes parties de la Palestine, en particulier aux personnes handicapées, quels que soient leur âge, sexe, relation ou classe sociale. Elle soutient et encourage l’action communautaire.

Elle soutient les personnes handicapées et les groupes vulnérables afin qu’ils puissent intégrer la vie communautaire.

LE PREMIER PROGRAMME

Il s’agissait d’améliorer la qualité des soins infirmiers dans deux hôpitaux de la région en renforçant les compétences du personnel soignant. On a voulu aussi spécialiser ces deux établissements en soins d’urgence.

La formation continue du personnel infirmier est une exigence qui mobilise tous les responsables d’hôpitaux. Des services de qualité doivent être offerts en permanence et l’expertise doit être partagée. Dans cette dynamique, les exigences de la recherche et des demandes pratiques doivent pouvoir être rencontrées simultanément.

L’efficacité médicale a pu se développer grâce au partenariat établi entre la BASR et la Haute Ecole provinciale du Hainaut - Condorcet, notamment par la mise en place d’un comité d’hygiène et d’un comité de formation continue.

LE DEUXIÈME PROGRAMME

L’accès des plus pauvres et des plus vulnérables aux services communautaires passait par la formation continue du personnel œuvrant dans les centres existant.

Le programme a mis en place des équipes mobiles composées de kinésithérapeutes, de spécialistes de troubles visuels et de logopèdes. Ainsi, les personnes souffrant de handicap ont pu disposer des services communautaires adéquats d’assistance sanitaire, éducative et sociale qui contribuent à leur insertion dans la société.



L'efficacité médicale a pu se développer grâce au partenariat établi entre la BASR et la Haute Ecole provinciale du Hainaut – Condorcet, notamment par la mise en place d'un comité d'hygiène et un comité de formation continue.

L'engagement conjoint de la BASR et de la Haute Ecole Condorcet a permis de garantir le droit à des services de qualité pour une population palestinienne vulnérable, victime d'un conflit qui perdure.

SALLE « SNOEZELLEN »

Une salle multi sensorielle « snoezelen » à destination des enfants présentant des handicaps multiples (sourds et muets) et nécessitant un

programme thérapeutique de stimulation sensorielle a été aménagée.

L'objectif de la BASR était de créer un espace proposant un éventail de stimulations bénéfiques à l'apprentissage et au développement sensoriel, à la relation et à la communication. Il s'agissait aussi d'aider la personne handicapée à mieux vivre son corps, à découvrir son schéma corporel et à favoriser son développement spatio-temporel.

La thérapie, via le Snoezelen, propose des expériences sensorielles variées, vécues dans une atmosphère de confiance et de détente. Dans ce centre, on favorise la détente corporelle et psychique, ainsi que la relation à l'autre. A travers les activités proposées, on favorise la stimulation de la vue, du toucher, de l'ouïe, et l'odorat et du goût.



Pour joindre les personnes handicapées, deux équipes de clinique mobile se sont déplacées dans les zones de Bethléem et Hébron et ont offert des services paramédicaux en kinésithérapie, ergothérapie, audiologie, ophtalmologie, logopédie et soins psychosociaux à de nombreuses personnes vulnérables, dont beaucoup d'enfants.

Les pays à revenu intermédiaire, comme la Palestine, ont de bonnes capacités de gestion et de technique.

Il s'agissait d'aider le personnel à améliorer les prestations dans le secteur de la santé, de l'éducation et du social. Une meilleure santé et de meilleurs programmes sociaux ont un impact direct sur l'organisation économique.



BELGIQUE, EDUCAID.BE

PLATEFORME BELGE POUR LA COOPÉRATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Educaid.be est une plateforme nationale qui réunit des institutions, des organisations et des individus qui opèrent dans le domaine de l'éducation et de la formation dans le cadre de la coopération au développement. La plateforme veut renforcer la capacité et l'expertise de ses membres, développer et soutenir la politique belge en matière d'éducation dans la coopération au développement.

Coordonnée par l'APEFE et VVOB
Financée par la DGD
55 organisations membres

www.educaid.be
www.facebook.com/Educaidbe

En raison de son pouvoir de transformation, l'éducation est la clé de la réussite pour les 17 objectifs de Développement Durable. La communauté internationale s'est engagée à garantir 12 ans d'éducation de qualité pour chaque enfant ainsi que des possibilités d'apprentissage pour tous, en 2030.

Tous les enfants – filles comme garçons – du Sud doivent avoir un accès égal à une éducation de qualité qui leur donnera les capacités dont ils ont besoin pour valoriser au mieux leur potentiel humain, pour pouvoir subvenir à leurs besoins de façon durable, pour pouvoir contribuer à une société harmonieuse et démocratique et pour améliorer leur bien-être individuel et familial.

Educaid plaide pour une éducation et une formation de qualité dans le Sud avec, entre autres, une préoccupation particulière pour des enseignants et dirigeants d'écoles compétents, des curricula et méthodes pédagogiques ainsi que du matériel didactique approprié.

Educaid souligne l'importance d'une approche holistique de l'éducation et de la formation : un renforcement réciproque de tous les niveaux de l'enseignement et des transitions aisées entre ceux-ci, à partir de l'initiation préscolaire vers le primaire et le secondaire jusqu'au supérieur, et entre les niveaux d'enseignement formel et informel (notamment dans la formation technique et professionnelle), ainsi que le passage de l'éducation au monde du travail. Ceci implique une approche multisectorielle et multi-acteurs, incluant également la société civile locale et les autorités publiques.

Il est aussi important que les acteurs belges et internationaux cherchent à renforcer la capacité des organisations locales pour qu'elles mènent l'action directement avec leurs gouvernements.

Grâce à leur réseau, leurs expertises accumulées et la qualité de leur fonctionnement, les organisations membres se renforcent à travers une collaboration qui se développe d'année en année. L'échange entre les membres intègre l'expertise d'autres associations et institutions.



Il n'existe aucune autre plateforme belge qui se focalise aussi explicitement sur ce thème. Educaid a acquis une place de choix en Belgique en tant qu'interlocuteur légitime concernant le thème de l'éducation dans le cadre de la coopération au développement

En 2016, il y avait 41 partenariats formels ou non formels entre les membres

La conférence annuelle de 2016 avait pour thème «Inclusive and Equitable Quality Education for All : Implementing a Universal Agenda ».

Elle entendait enrichir le débat sur l'éducation et le développement en donnant la parole à des chercheurs, des décideurs et des praticiens.

L'objectif (éducation de qualité) y a été étudié dans une de ses dimensions, à savoir l'éducation et le développement international.

Plusieurs intervenants ont souligné la contribution apportée par l'éducation à la coopération au développement.

POUR PLUS D'INFORMATION :

- ▶ Production de la note : *L'éducation dans la coopération belge au développement. Recommandations 2016 à l'attention de la coopération belge au développement* <https://www.educaid.be/fr/educaid-recommandations-2016>
- ▶ Conférence annuelle : *Inclusive and equitable quality education for all - Implementing a universal agenda* <https://www.educaid.be/fr/conference-2016>
- ▶ Formation genre pour membres
- ▶ Formation KLIMOS pour membres <https://www.educaid.be/fr/klimos-vorming-2016>
- ▶ Lunch seminar : Camfed <https://www.educaid.be/fr/lunch-seminar-camfed>
- ▶ Lunch seminar : Vernor Munoz <https://www.educaid.be/fr/lunch-seminar-vernor-munoz>
- ▶ Lunch Seminar n'GO: <https://www.educaid.be/fr/news/debat-ngo-education>
- ▶ Rapport final Evaluation externe 2014-2015 <https://www.educaid.be/fr/eindrapport-evaluatie-rapport-final-evaluation>
- ▶ Reaction to the DGD Strategic Policy Note on 'Digital for Development' (D4D) for the Belgian development cooperation <https://www.educaid.be/nl/d4d-strategic-policy-note>



BELGIQUE

STAGES EN COOPÉRATION

En 2016, l'APEFE a continué d'accueillir des jeunes intéressés par la problématique du développement international.

Ce sont 18 potentiels futurs experts qui ont été accueillis et ont pu bénéficier d'un programme négocié en lien avec leur programme d'études.

Un étudiant en Sciences de la Population et du Développement à l'UCL.

Son objectif était de développer et renforcer ses compétences socio-professionnelle grâce à une meilleure maîtrise des méthodologies et des outils de gestion de programmes et projets de coopération au développement.

9 stagiaires en baccalauréat en coopération internationale de la Haute Ecole de la Province de Namur et 5 autres de la Haute Ecole Paul Henry Spaak - Département économique ont pu s'initier au monde de la coopération au développement. Pendant le stage, un programme a été élaboré sur mesure : Conférences, ateliers, visites d'Associations et sessions de travail sur les outils et méthodes.

Une étudiante de l'Ecole Supérieure de Commerce et de Développement de Lyon, Master 1 - Finance et Développement. Son stage a été effectué au sein du programme Min Ajliki au Maroc.

Une stagiaire en préparation de son mémoire intitulé « La formation mobile, un outil d'insertion ou de réinsertion socio-professionnelle » Ses recherches ont été effectuées pendant un an au siège, sous la supervision de la Direction et du Responsable géographique. Elle a effectué une mission d'un mois à Haïti

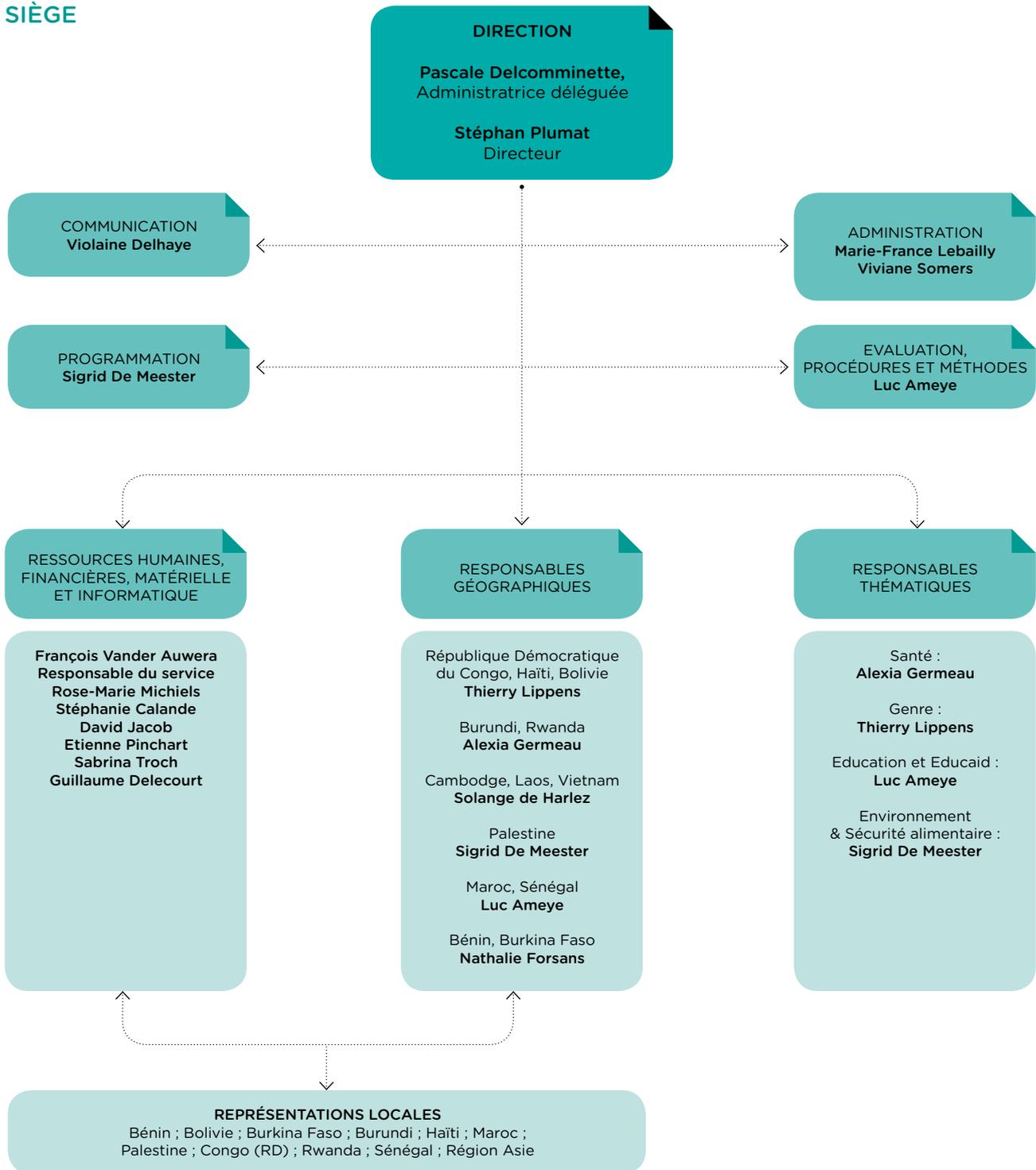
Une étudiante en agronomie d'Ath a effectué un stage dans le cadre d'un master « Développement International » Elle a participé à la relecture des rapports d'exécution du Bénin et du Burkina Faso.



ANNEXES

ORGANIGRAMME

SIÈGE



L'organigramme de l'APEFE actualisé est publié sur le site internet de l'APEFE : <http://www.apefe.org>

INSTANCES DÉCISIONNELLES

L'APEFE est une association sans but lucratif. Ses instances se composent d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'Administration. L'Association a été rapprochée en 1992 de l'Organisme d'intérêt public Wallonie-Bruxelles Internationale (WBI) dont la fonctionnaire-dirigeante, en sa qualité d'Administratrice générale, est également l'Administratrice déléguée de l'APEFE.

La présidence de l'**Assemblée générale** est assurée par le Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant les relations internationales dans ses attributions, assisté de quatre Vice-Présidents, respectivement le Ministre de la FWB ayant l'éducation dans ses attributions, le Ministre-Président du Gouvernement wallon, le Ministre wallon ayant les relations extérieures dans ses attributions ainsi que le Ministre fédéral ayant la Coopération au développement dans ses attributions. Les autres membres sont issus des administrations fédérales et fédérées ou d'institutions ayant un lien avec l'objet social de l'association. Les mandats sont gratuits.

Le **Conseil d'Administration** possède les pouvoirs les plus étendus pour assurer la réalisation des objectifs et des intérêts de l'organisation. Il se réunit au minimum deux fois par an, en juin et en décembre. En juin, pour faire approuver les comptes par l'Assemblée générale et en décembre, pour approuver le budget de l'année suivante. Il est aussi impliqué dans l'élaboration des orientations stratégiques de l'APEFE.

La composition du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale sont repris dans les statuts et publiés sur le site internet de l'APEFE.

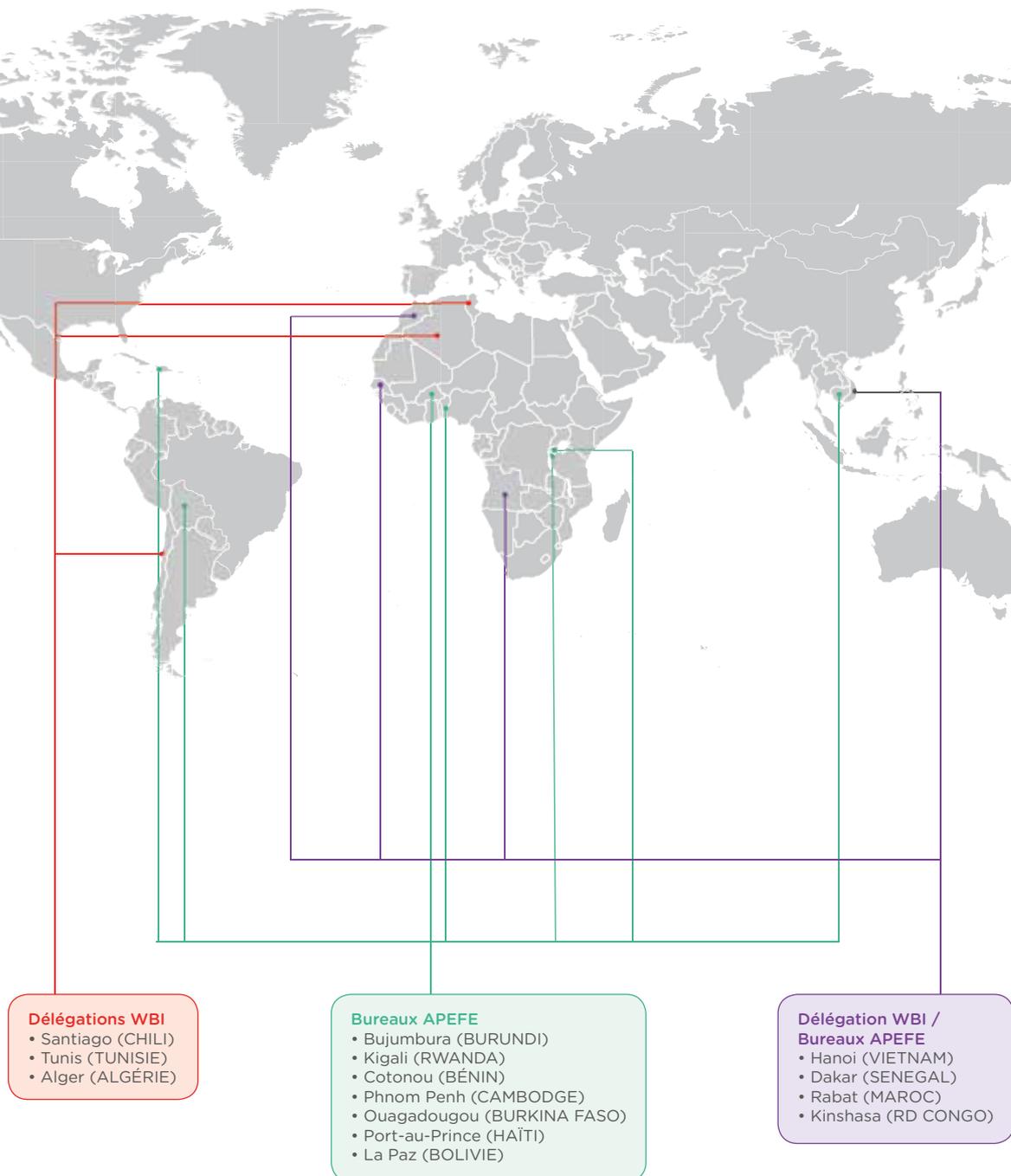
Liste des membres du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de l'APEFE au 03/12/2015

- > Membre de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration
- > Membre du Conseil d'administration
- > Membre de l'Assemblée générale

●	Rudy DEMOTTE	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
●	Paul MAGNETTE	Ministre Président du Gouvernement Wallon et Secrétaire du Gouvernement, Vice-Président de l'APEFE
●	Alexander DE CROO	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
●	Marie-Martine SCHYNS	Ministre de l'enseignement obligatoire et Vice-Présidente de l'APEFE
●	Jacques BOUNAMEAUX	Administrateur général IFAPME
●	Francis BRANCART	Directeur, Direction de la Politique environnementale, Département des politiques européennes et des Accords internationaux, Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (D GARNE)
●	Christian CARETTE	Inspecteur général - Département Relations bilatérales, Wallonie-Bruxelles International
●	Vinciane DE KEYSER	Secrétaire générale, Fédération de l'enseignement supérieur catholique (FEDESUC)
●	Pascale DELCOMMI-NETTE	Administratrice générale, Wallonie-Bruxelles International
●	Frédéric DELCOR	Secrétaire général, Fédération Wallonie Bruxelles
●	Roberto GALLUCCIO	Administrateur-délégué, Conseil des Pouvoirs Organisateur de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS)
●	Lise-Anne HANSE	Directrice générale, Direction de l'Enseignement obligatoire, Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique, Fédération Wallonie-Bruxelles
●	Chantal KAUFMANN	Directrice générale adjointe à la Direction générale de l'Enseignement non-obligatoire
●	Alain LAITAT	Direction générale de la Santé, Fédération Wallonie-Bruxelles
●	Philippe LEBAILLY	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, Représentant CIUF - CUD - Commission universitaire pour le Développement
●	Michèle LEDENT	Directrice, Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
●	Thierry LEMOINE	Chargé des relations internationales, Direction des programmes fédéraux et internationaux, Département des programmes de recherches, Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche
●	Stéphane MARNETTE	Directeur général, Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
●	Catherine STASSER	Directrice à la Direction des Politiques, Transversales des Région/Communauté
●	Marie-Christine VAN BOCKESTAL	Administratrice générale du FOREM
●	Anne DECHAMPS	Chef du Pupitre RD Congo, Rwanda, Burundi, Francophonie : Programmes (Environnement, développement durable), Wallonie-Bruxelles International
●	Alain VERHAAGEN	Chargé de cours, Université Libre de Bruxelles
●	Vincent WEERTZ	Représentant ARES, Ecole Polytechnique de Louvain
●	Fabrice AERTS-BANCKEN	Directeur général adjoint, Service de l'Enseignement secondaire, DGE obligatoire, Fédération Wallonie-Bruxelles
●	Thierry ANTOINE	Directeur du Collège technique St Jean
●	Nicole BARDAXOGLU	Représentante ARES, Directrice-Présidente, Haute école Libre de Bruxelles Ilya PRIGOGINE
●	Amar DERNI	Directeur général adjoint, Direction générale de l'Enseignement Non-obligatoire et de la Recherche Scientifique, Fédération Wallonie-Bruxelles
●	Pierre DUEZ	Représentant ARES, Professeur, Université de Mons
●	Jean DUMORTIER	Directeur général honoraire, Ministère de l'Education Nationale
●	Robert JEUKENS	Chargé de mission auprès du Secrétaire général, Fédération Wallonie-Bruxelles
●	Christian LECLERCQ	Chargé de mission à la Direction générale de la Culture
●	Philippe MONFILS	Député Européen
●	Danièle MOREAU	Chef de service - Programmes d'appui aux acteurs de la coopération, Wallonie-Bruxelles International
●	Jean-Louis THONNARD	Professeur à l'Université catholique de Louvain - Institut de Neurosciences (IoNS)

RÉSEAU APEFE-WBI

L'APEFE et WBI dispose d'un réseau étendu de représentations locales permettant de suivre efficacement l'exécution des activités et d'assurer la qualité du dialogue politique avec les autorités. Reliés à Bruxelles, les bureaux assurent le suivi administratif et financier quotidien, relatif à la mise en œuvre des activités programmées. En l'absence de délégation, l'administrateur de programme assure également la représentation des intérêts de Wallonie-Bruxelles International.



PARTENARIATS

Les partenaires de l'APEFE sont des institutions publiques ou issues de la société civile basées dans le Sud, disposant d'une politique de développement sectorielle. Acteurs pertinents, majeurs et incontournables dans leur secteur, ils ont la capacité de mettre en œuvre une dynamique de développement et constitue une altérité par rapport à l'APEFE, contractualisée au travers d'une convention de partenariat.

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

- Ministère de l'Enseignement Secondaire, Technique et Professionnel, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes (MESTPRIJ)
- Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de 3^{ème} âge Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)
- Ministère de la Santé
- Ecole de Formation Médico-sociale de Parakou (EFMS)
- Institut National Médico Sanitaire (INMeS)
- Faculté des Sciences de la Santé (FSS) de Cotonou Ecole Supérieure de Kinésithérapie (ESK)
- Centre National Hospitalier Universitaire (CNHU) de Cotonou

RÉPUBLIQUE DU BURKINA FASO

- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques (MERH)
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire (MARHASA)
- Ministère de la Santé

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

- Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPAA)
- Ecole Nationale de la Formation en Economie Familiale et Sociale (ENFEFS)
- Centre National de Formation des Maîtres de l'Enseignement Technique et Professionnel (CNFMETP) de Kafrine
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR)
- Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSTP)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- Ministère de la Jeunesse et des Sports, Art et Culture (MJSAC)
- Ministère de l'Agriculture et Développement Rural
- Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et Professionnel

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

- Direction Générale de l'Administration de l'Enseignement Technique, l'Enseignement des Métiers et la Formation Professionnelle (DGAETEMFP), sous tutelle du
- Ministère de l'Enseignement de Base et secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation
- Ministère de la Santé Publique et de La lutte contre le Sida (MSPLS)

RÉPUBLIQUE DU RWANDA

- Workforce Development Authority (WDA) sous tutelle du Ministère de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de la Recherche Scientifique (MINEDUC)

 **RÉPUBLIQUE DU MAROC**

- Ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle
- Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
- Association des Femmes Chefs d'Entreprises au Maroc
- Al Amana Microfinance

 **RÉPUBLIQUE D'HAÏTI**

- Secrétairerie d'Etat à la formation professionnelle

 **ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE**

- Vice-Ministère de l'Éducation Alternative et Spéciale

 **TERRITOIRES AUTONOMES PALESTINIENS**

- Bethleem Arab Society for Rehabilitation (BASR)

 **ROYAUME DU CAMBODGE, DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO ET DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIET-NAM**

- Ministère du travail et de la formation Professionnelle du Royaume du Cambodge
- Ministère de l'Éducation et des Sports de la République démocratique du Laos
- Ministère du Travail, des invalides et des affaires sociales de la République socialiste du Viet-nam

 **BELGIQUE**

- Wallonie Bruxelles International (WBI)
- Agence Wallonne pour le Climat et l'Air (AWAC)
- Cellule d'Appui à la Solidarité Internationale Wallonne (CASIW)
- Agence Wallonne à l'EXportation et aux Investissements étrangers (AWEx)
- L'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREM)
- Institut de formation en alternance et des indépendantes et petites et moyennes entreprises (IFAPME)
- Service public fédéral belge, Affaires étrangères, Commerce extérieur, et Coopération au Développement - Direction Générale du Développement (DGD)
- Coopération Technique Belge (CTB)

COLLABORATIONS

L'APEFE inscrit son action dans une logique de partenariat et de réseau. Elle engage une politique volontariste et cohérente avec de nombreuses organisations nationales et internationales en vue de renforcer l'efficacité, l'efficience et la durabilité de ses appuis.

ORGANISATIONS BILATÉRALES ET MULTILATÉRALES

- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
- Agence universitaire de la Francophonie (AUF)
- Coopération Technique Belge (CTB)

UNIVERSITÉS ET INSTITUTS DE RECHERCHE

- Académie de Recherche de l'Enseignement Supérieur (ARES)
- Université Catholique de Louvain (UCL)
- Université de Liège (ULg)
- Haute école Provinciale du Hainaut Condorcet (HEPH-C)

SOCIÉTÉ CIVILE

- Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand (VVOB)
- Institut des Affaires publiques (IAP)
- Solidarité Laïque (SL)
- Frères des Hommes (FDH)

SECTEUR PRIVÉ ET FONDATIONS

- Fondation Schneider Electric
- TRANSTEC
- GFA Consulting Group

COORDONNÉES



L'APEFE EN BELGIQUE

2, Place Saintelette
1080 - BRUXELLES
T +32 2 421 83 83
F +32 2 421 83 86
contact@apefe.org
www.apefe.org



L'APEFE AU BÉNIN

Ludovic LEVASSEUR
Administrateur de programmes
APEFE
BP 3589 Lot H2 Les Cocotiers
COTONOU
BÉNIN
T +229 21 30 73 35
Mob + 229 95 36 01 00 /
+229 61 52 69 65
www.apefe.org
<https://www.facebook.com/pages/APEFE-asbl/212491208802420>
<https://twitter.com/apefeasbl>



L'APEFE AU BURKINA FASO

Didier WOIRIN
Administrateur des programmes
APEFE
01 BP6625 Ouagadougou 01
Burkina Faso
T + 226 33 05 58 / 70 95 04 96
d.woirin@apefe.org



L'APEFE AU BURUNDI

Olivier JADIN
Représentant APEFE / WBI
Administrateur de programmes
Santé et Formation technique et
professionnelle au Burundi
52 Boulevard Mwezi Gisabo, zone
Kinindo, commune Muha, Bujumbura
T +257 76 77 11 50
o.jadin@apefe.org



L'APEFE EN HAÏTI

Programme d'orientation,
de formation et d'insertion
professionnelle (POFIP)
Bureau APEFE - WBI
Pascal MONTOISY
Delmas 71, Rue Serin #1, Complexe
Lafayette, Appt #9;
Port-au-Prince (Haïti)
Mob +509 31313594
<https://www.apefe.org>
p.montoisy@apefe.org



L'APEFE AU MAROC

Benoît Stiévenart
Administrateur de programmes
APEFE asbl
Délégation de Wallonie-Bruxelles
Maroc
Rue Jaâfar Assadiq n°4 Rabat
Agdal- Royaume du Maroc
T +212 (0) 537 67 41 15
GSM 00 212 (0) 661 97 49 47
F 00 212 (0) 537 67 40 94
b.stievenart@apefe.org



L'APEFE EN PALESTINE

Directeur : Edmond Shehadeh
Bethlehem Arab Society for Reha-
bilitation
P.O. Box 100, Bethlehem
Palestinian territories
basr@basr.or



L'APEFE AU CONGO (RD)

David GAQUERE
Coordinateur RDC
APEFE asbl
206 avenue de la Nation
Kinshasa - Gombe - RDC
T +243 082 191 20 48
www.apefe.org
<https://www.facebook.com/pages/APEFE-asbl/212491208802420>
d.gaquere@apefe.org



L'APEFE AU RWANDA

Kimba DODO
APEFE Administrateur de
programmes
KN07 Road, Plot 39, Nyarugenge
District, Kigali, Rwanda
T +250 25 25 71 808;
GSM +250 07 810 678 51
+250 07 345 972 76



L'APEFE AU SÉNÉGAL

Sophie PHAM-HOLLIDAY
Administrateur de programmes
Programme d'appui à la formation
professionnelle et technique
APEFE
c/o Délégation Wallonie Bruxelles
14 Av. des Jambaar
BP6279 - Dakar - SENEGAL
T +221 33 849 29 76 -
Mob +221 77 740 78 65
www.apefe.org
s.holliday@apefe.org
<https://www.facebook.com/pages/APEFE-asbl/212491208802420>



L'APEFE AU VIETNAM

Giap Thi Minh Tam
Assistante
Délégation Wallonie Bruxelles à
Hanoi
Centre Daeha (5ème étage, #505)
360 Kim Ma, Hanoi
T +84 24 3 831 52 40 - 41
F +84 24 3 831 52 42
GSM +84 (0) 903 44 83 10
tamwb@walbruvietnam.org



Remerciements

L'APEFE remercie l'ensemble de ses partenaires et collaborateurs pour leur contribution à la réalisation de ce rapport.

Conception et réalisation :

Polygraph' - www.polygraph.be

Collaborations :

Agnes Ammeux, Alexia Germeau, Aline Filliot, Aurélie Delain, Benoît Stiévenart, Clement Tshibangu, Didier Woirin, Eliane Godelet, Elie Shehadeh, Emile Ndayizigiye, Eva Sanou, Feride Karahisarli Fernando Montupil, Francis Guyon, François Janne d'Othée, Guillermo Elizalde, Guylain Charles Mbuku, Hermionne Leonnard, Ildefonse Nduwimana, Iyad Hamdan, Inge Vandevyvere, Joachim-Emmanuel Baudhuin, Kareem Al Warah, Kodjo Mawuli Atchoglo, Laurent Kahazi Sumba, Limsrorn Sok, Lise Bousicault, Luc Ameye, Luc Moitroux, Ludovic Levasseur, Maartje Houbrechts, Maha El Bchiri, Marc De Maeyer, Marie-Claude Olory, Marie-France Lebailly, Martine Leroux, Michel Pujana, Mor Fall, Nathalie Forsans, Nicolas Nyange Kayembe Bizy, Olivia Lebbe, Olivier Jadin, Otmane El Hajam, Pascal Montois, Pascale Delcomminette, Pedro Apala Flores, Pierre Felix, Richard Kassale, Roch Pananditigri, Sabrina De Paepe, Samuel Lequien, Serge Soubga, Sigrid De Meester, Simon Lusalusa, Solange De Harlez, Sophie Holliday-Pham, Stephan Plumet, Thaddée Tshibamba, Thierry Lippens, Trần Việt Nhân, Violaine Delhay

Conception et réalisation :

Polygraph' - www.polygraph.be

Impression :

DB Group - www.db-group.be

Editeur responsable :

Stéphan Plumet, 2 place Saintelette 1080 Bruxelles

Version numérique téléchargeable sur www.apefe.org

Tous droits de reproduction réservés - © APEFE 2017

APEFE



**Association pour la Promotion
de l'Education et de la Formation
à l'Etranger**

Place Saintelette 2
B-1080 Bruxelles
T +32 2 421 83 83
F +32 2 421 83 86
contact@apefe.org
www.apefe.org



Wallonie - Bruxelles
International.be



Feel inspired

Avec le soutien de :

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**